



CONSEIL COMMUNAL DU 20 DÉCEMBRE 2018  
GEMEENTERAAD VAN 20 DECEMBER 2018

REGISTRE  
REGISTER

<b>Présents</b> <b>Aanwezig</b>	Christophe Magdalijs, <i>Président/Voorzitter</i> ; Sophie de Vos, <i>Bourgmestre f.f./Burgemeester d.d.</i> ; Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey, Bruno Collard, Lieve Jorens, <i>Échevin-e-s/Schepenen</i> ; Didier Gosuin, Vincent Molenberg, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
<b>Excusés</b> <b>Verontschuldigd</b>	Pascale Despineto, <i>Échevin-e/Schepen</i> ; Isabelle Désir, Véronique Artus, Valérie Cops, Didier Molders, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:00  
Opening van de zitting om 19:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

20.12.2018/A/0001 **Secrétariat**  
**Point en urgence à l'ordre du jour - Nouvelle loi communale - article 97**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, article 97 ;

Vu son règlement d'ordre intérieur, article 37 ;

Considérant ce qui suit :

L'administration communale a reçu le texte de la convention le 06.12.2018 soit après la date de fixation de l'ordre du jour du Conseil communal.

La convention porte sur les modalités de mise à disposition d'un subside. Si la convention n'est pas signée en 2018, la commune perd le subside.

DECIDE

D'inscrire le point "Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Audergem concernant le Dispositif d'Accrochage Scolaire (D.A.S.) - Modalités de mise à disposition d'un montant de 67.423,-€ pour couvrir les frais liés au D.A.S. de la période du 01.09.2018 au 30.06.2021" à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

**Secretariaat**

**Dringende punt aan de agenda - Nieuwe Gemeentewet - artikel 97**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 97;

Overwegende wat volgt :

Het gemeentebestuur ontving de tekst van het overeenkomst op 06.12.2018, d.w.z. na de datum waarop de agenda van de gemeenteraad werd vastgesteld.

De overeenkomst heeft betrekking op de voorwaarden voor het ter beschikking stellen van een subsidie. Als de overeenkomst niet in 2018 wordt ondertekend, verliest de gemeente de subsidie.

Beslist

het punt "Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Oudergem betreffende de School Opknoping Apparaat (S.O.A.) - Voorwaarden voor het beschikbaar stellen van een bedrag van 67.423,-€ ter dekking van de kosten in verband met S.O.A voor de periode van 01.09.2018 tot 30.06.2021" op de dagorde van de huidige zitting van de gemeenteraad te zetten

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

---

20.12.2018/A/0002 **Secrétariat**

### **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 13.12.2018 - Approbation**

Le procès-verbal de cette séance est approuvé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

#### ***Monsieur Jeremy Van Gorp (MR-OpenVLD) motive son abstention:***

*Je souhaite m'abstenir quant à l'adoption du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 13.12.2018 car ce dernier ne fait pas état du contenu des débats tenus en séance.*

26 votants : 22 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, Martine Maelschalck.*

---

### **Secretariaat**

### **Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 13.12.2018 - Goedkeuring**

Het proces-verbaal van deze zitting wordt goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

#### ***De heer Jeremy Van Gorp (MR-OpenVLD) geeft toelichting bij de reden waarom hij zich onthoudt bij de stemming:***

*Ik wens me te onthouden bij de stemming betreffende de goedkeuring van de notulen van de vergadering van de gemeenteraad van 13.12.2018, daar de notulen de inhoud van de tijdens de vergadering gevoerde debatten niet weergeven.*

26 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

20.12.2018/A/0003 **Secrétariat**

**Communications : Liste des marchés passés par procédure négociée.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

Référence	Service	Objet	Estimation Dépense/Recette (EUR)	Articles Budgétaires
#002/13.11.2018/B/0023#	Espace Public	Construction de deux raccords à l'égout destinés à évacuer les eaux usées de la zone d'activité au Stade communal par VIVAQUA	9.673,72 € TVAC	100/724.60
#002/13.11.2018/B/0027#	Espace Public	Pose d'une moustiquaire à la crèche des Mômes - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	475€ tvac	722/72460
#002/13.11.2018/B/0028#	Espace Public	Pose de tentures dans 2 classes du cs des Marronniers et 1 salle de gym du sc du Souverain - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	2.569,80€ tvac	722/72460
#002/13.11.2018/B/0029#	Espace Public	Protection d'un poteau amianté au cs du Pré des Agneaux - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	292,80€ tvac	722/72460
#002/13.11.2018/B/0031#	Espace Public	Remplacement de l'agoraspaces au Lambin - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	75000	764/725.60

#002/13.11.2018/B/0077#	Petite Enfance	Nouvelle Crèche communale "Les Oursons" - Achat de mobilier et de matériel d'équipement - Marché de faible montant. Fixation des conditions.	30000	844/74451
#002/13.11.2018/B/0081#	Bibliothèque	Achat de matériel informatique 2018 pour les bibliothèques francophones - procédure négociée sur simple facture acceptée - désignation des fournisseurs	809,43	767/74253
#002/13.11.2018/B/0082#	Bibliothèque	Achat de matériel informatique 2018 pour les bibliothèques francophones - procédure négociée sur simple facture acceptée - désignation des fournisseurs	459	767/74253
#002/20.11.2018/B/0013#	Urbanisme	PPAS DELTA PARTIM - Modification partielle du PPAS DELTA PARTIM - Imputation de la dépense pour relative au service de l'auteur de projet pour l'élaboration de la modification partielle du PPAS Delta Partim et du rapport sur les incidences environnementales y afférent.	23595	930/74760
#002/20.11.2018/B/0015#	Espace Public	Achat d'un démarreur pour le service du garage - Marché par procédure négociée sans publicité sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	433,42	136/74552
#002/20.11.2018/B/0016#	Espace Public	Achat de 4 pneus pour le véhicules n° 18 - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	839,93	136/744.52

#002/20.11.2018/B/0018#	Espace Public	Achat de matériel sanitaire pour le Centre Scolaire du Souverain - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	2673,73	722/72460
#002/20.11.2018/B/0020#	Espace Public	Acquisition d'une visseuse de remplacement pour Rouge Cloître - Marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	257,38	138/74451
#002/20.11.2018/B/0021#	Espace Public	Acquisition d'une visseuse de remplacement pour les soudeurs - Marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	555,63	138/74451
#002/20.11.2018/B/0042#	Petite Enfance	Crèches communales - Achat de mobilier et de matériel d'équipement - Marché de faible montant - Fixation des conditions.	22500	844/74451
#002/27.11.2018/B/0028#	Espace Public	Achat de vêtements de travail pour DERY Cédric du CEFA pour le service de la voirie - marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	179,94	100/744.98
#002/27.11.2018/B/0029#	Espace Public	Achat de vêtements de travail pour les stewards - marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	357,56	100/744.98
#002/27.11.2018/B/0033#	Espace Public	Remplacement d'un compteur d'eau - Marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	382,01 € TVAC	100/724.60

#002/27.11.2018/B/0059#	Culture	Achat de 2 stores pour la petite salle d'exposition au 1er étage du Centre d'Art	638.78 €	771/72460
#002/27.11.2018/B/0064#	Enseignement - Formation	Centres scolaires communaux - Achat de mobilier et de matériel d'équipement - Marché de faible montant.	18500	722/74251
#002/27.11.2018/B/0089#	Informatique	Achat de 2 batteries de remplacement pour nos UPS (onduleurs) - Liste du matériel à acheter - Désignation d'un adjudicataire.	1980,62	120/74253
#002/27.11.2018/B/0090#	Informatique	Achat du matériel informatique (10 pc HP ProDesk 600 G4, 13 écrans HP et 50 disques SSD) – liste du matériel à acheter – Désignation d'un adjudicataire.	13.768,71€ (tvac)	120/74253
#002/03.12.2018/B/0015#	Espace Public	Achat d'un radiateur pour le service de la voirie - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	544,08	100/74498
#002/03.12.2018/B/0016#	Espace Public	Achat de 3 échelles pour le plan vert - marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	842,16	766/74498
#002/03.12.2018/B/0019#	Espace Public	Achat de vêtements de travail pour le service de la voirie - marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	1931,95	100/744.98
#002/03.12.2018/B/0021#	Espace Public	Assainissement de murs humides à l'IAPS - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation dd l'adjudicataire	1.272€ tvac	722/72460

#002/03.12.2018/B/0022#	Espace Public	Capture, enregistrement et transfert sécurisé d'images dans le cadre de la vidéosurveillance des incivilités en matière de propreté dans l'espace public – Procédure négociée sans publication préalable – Fixations des conditions - Approbation de la dépense et du cahier des charges	120000	875/744.51
#002/03.12.2018/B/0047#	Culture	Achat d'une chaîne hi-fi pour la salle d'exposition du 1er étage du Centre d'Art de Rouge-Cloître	159	771/74498
#002/03.12.2018/B/0048#	Culture	Achat de 2 tables pour le Centre d'Art de Rouge-Cloître	592.90 €	771/74498

**PREND ACTE :**

- de la passation des marchés de moins de 144.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

**Secretariaat**

**Mededelingen : Lijst van opdrachten gegund via onderhandelingsprocedure.**

**DE RAAD,**

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

Referentie	Dienst	Onderwerp	Aanwending uitgave / ontvangst (EUR)	Begrotings- artikelen
#002/13.11.2018/B/0023#	Publieke Ruimte	Twee aansluitingen maken op de riolering bestemd voor de evacuatie van het afvalwater van de activiteitenzone op het Gemeentelijk Stadion door Vivaqua.	9.673,72 € TVAC	100/724.60
#002/13.11.2018/B/0027#	Publieke Ruimte	Leggen van een muskietennet op de kribbe Les Mômes - Overheidsopdracht met beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgaven - Aanduiding vande opdrachtnemer	475€ tvac	722/72460

#002/13.11.2018/B/0028#	Publieke Ruimte	Het leggen van gordijnen in 2 klassen va de cs des Marronniers en 1 sportzaal van de cs du Souverain - Overheidsopdracht met beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgaven - Aanduiding van de opdrachtnemer	2.569,80€ tvac	722/72460
#002/13.11.2018/B/0029#	Publieke Ruimte	Bescherming van een asbesthoudende paal op cs du Pré des Agneaux - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	292,80€ tvac	722/72460
#002/13.11.2018/B/0031#	Publieke Ruimte	Vervanging van de agoraspace in de Lambin wijk - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	75000	764/725.60
#002/13.11.2018/B/0077#	Peuterzorg	Nieuwe Gemeentelijke kribbe "Les Oursons"- aankoop van meubelen en inrichtingsmateriaal - overheidsopdracht van beperkte waarde - vastlegging van de voorwaarden	30000	844/74451
#002/13.11.2018/B/0081#	Bibliotheek	Achat de matériel informatique 2018 pour les bibliothèques francophones - procédure négociée sur simple facture acceptée - désignation des fournisseurs	809,43	767/74253
#002/13.11.2018/B/0082#	Bibliotheek	Achat de matériel informatique 2018 pour les bibliothèques francophones - procédure négociée sur simple facture acceptée - désignation des fournisseurs	459	767/74253
#002/20.11.2018/B/0013#	Stedenbouw	BBP DELTA PARTIM - Gedeeltelijke wijziging van het BBP DELTA PARTIM - Aanrekening van de uitgave met betrekking tot de dienst van de auteur van het ontwerp voor de opstelling van de gedeeltelijke wijziging van het BBP Delta Partim en het verslag van desbetreffende milieueffectenrapporten.	23595	930/74760



#002/20.11.2018/B/0015#	Publieke Ruimte	Aankoop van een startbooster voor de garage - Opdracht via onderhandelingsprocedure op eenvoudige aangenomen factuur - Goedkeuring van de opdracht en de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	433,42	136/74552
#002/20.11.2018/B/0016#	Publieke Ruimte	Aankoop van 4 banden voor het voertuig nr 18 - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.	839,93	136/744.52
#002/20.11.2018/B/0018#	Publieke Ruimte	Aankoop van materialen voor de sanitaire voor de CS Souverain - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.	2673,73	722/72460
#002/20.11.2018/B/0020#	Publieke Ruimte	Aankoop van een schroefmachine voor de Rode Klooster - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.	257,38	138/74451
#002/20.11.2018/B/0021#	Publieke Ruimte	Aankoop van een schroefmachine voor de lassers - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.	555,63	138/74451
#002/20.11.2018/B/0042#	Peuterzorg	Gemeentelijke kribben - aankoop van meubelen en inrichtingsmateriaal - overheidsopdracht van beperkte waarde - vastlegging van de voorwaarden	22500	844/74451
#002/27.11.2018/B/0028#	Publieke Ruimte	Aankoop van werkkledij voor DERY Cédric (CEFA) voor de dienst wegenis - Opdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	179,94	100/744.98
#002/27.11.2018/B/0029#	Publieke Ruimte	Aankoop van werkkledij voor de stewards - Opdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	357,56	100/744.98

#002/27.11.2018/B/0033#	Publieke Ruimte	Vervanging van watermeter - Opdracht per onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking op aangenomen factuur - goedkeuring van de uitgave - aanduiding van de aanbesteder.	382,01 € TVAC	100/724.60
#002/27.11.2018/B/0059#	Cultuur	Aankoop van 2 jaloezieën voor de kleine kamer op de eerste verdieping	638.78 €	771/72460
#002/27.11.2018/B/0064#	Onderwijs - vorming	Gemeentelijke schoolcentra - aankoop van meubelen en inrichtingsmateriaal - overheidsopdracht van beperkte waarde	18500	722/74251
#002/27.11.2018/B/0089#	Informatica	Aankoop van 2 batterijen voor onze UPS (noodbatterijen) ter vervanging van defecte - Lijst van aan te kopen materiaal - aanduiding van opdachtgever.	1980,62	120/74253
#002/27.11.2018/B/0090#	Informatica	Aankoop van informaticamateriaal (10 pc's HP ProDesk 600 G4, 13 schermen HP en 50 SSD schijven) - Lijst van aan te kopen materiaal - Aanduiding van de aanbesteder.	13.768,71€ (tvac)	120/74253
#002/03.12.2018/B/0015#	Publieke Ruimte	Aankoop van een radiator voor de wegenis - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.	544,08	100/74498
#002/03.12.2018/B/0016#	Publieke Ruimte	Aankoop van 3 ladders voor de Groensdienst - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	842,16	766/74498
#002/03.12.2018/B/0019#	Publieke Ruimte	Aankoop van werkkledij voor de dienst wegenis - Opdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	1931,95	100/744.98
#002/03.12.2018/B/0021#	Publieke Ruimte	Het saneren van vochtige muren van IAPS - Overheidsopdracht met beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgaven - Aanduiding van de opdrachtnemer	1.272€ tvac	722/72460

#002/03.12.2018/B/0022#	Publieke Ruimte	Opname, opslag en beveiligde overbrenging van beelden in het kader van de camerabewaking tegen het sluikstorten op de openbare ruimte - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden- Goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek	120000	875/744.51
#002/03.12.2018/B/0047#	Cultuur	Aankoop van en hifi-systeem voor de eerste verdieping van het Kunstcentrum van het Rood-Klooster	159	771/74498
#002/03.12.2018/B/0048#	Cultuur	Aankoop van 2 tafels voor het Kunstcentrum van het Rood-Klooster	592.90 €	771/74498

**NEEM AKTE:**

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 144.000€ exclusief btw geraand wordt;
  - van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;
- Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

20.12.2018/A/0004 **Secrétariat**

**Communications : Liste des arrêtés adoptés par le Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC**

**LE CONSEIL**

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté de Bourgmestre autorisant l'installation provisoire d'un Food Truck, place Pinoy, le jeudi 29 novembre 2018
2. Arrêté du Bourgmestre autorisant la course à pied de 10 km de l'asbl Cse Wolu le 13 mars 2019
3. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/065
4. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/066
5. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/067
6. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/068
7. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/069
8. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/070
9. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/071
10. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/072
11. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/073

12. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 191582
13. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 192597
14. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 189405
15. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 190291
16. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 171033
17. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 185268
18. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 180731
19. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 192767

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

---

### **Secretariaat**

### **Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW**

#### **DE RAAD :**

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de Burgemeester toestemmende de tijdelijke installatie van een Food Truck, Pinoy plein, op donderdag 29 november 2018
2. Besluit van de Burgemeester toestemmende het ren van 10 km van de vzw Cse Wolu op 13 maart 2019
3. Vergunning van de beheerder : RL/2018/065
4. Vergunning van de beheerder : RL/2018/066
5. Vergunning van de beheerder : RL/2018/067
6. Vergunning van de beheerder : RL/2018/068
7. Vergunning van de beheerder : RL/2018/069
8. Vergunning van de beheerder : RL/2018/070
9. Vergunning van de beheerder : RL/2018/071
10. Vergunning van de beheerder : RL/2018/072
11. Vergunning van de beheerder : RL/2018/073
12. Vergunning van de beheerder : B1 191582
13. Vergunning van de beheerder : B1 192597
14. Vergunning van de beheerder : B1 189405
15. Vergunning van de beheerder : B1 190291
16. Vergunning van de beheerder : B1 171033
17. Vergunning van de beheerder : B1 185268
18. Vergunning van de beheerder : B1 180731
19. Vergunning van de beheerder : B1 192767

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

**Communications - Police de roulage : règlement complémentaire sur la police de la circulation routière en voirie communale**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2014 portant sur la "Délégation au Collège des Bourgmestre et Échevins de la responsabilité de prendre des règlements complémentaires de police sur la circulation routière";

Vu la délibération du Conseil communal du 30 juin 1995 "Police de roulage - Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière en voirie communale";

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu la nouvelle loi communale;

Considérant que les mesures concernent la voirie communale;

Considérant qu'il convient d'adapter et de mettre à jour la signalisation implantée sur la voirie communale;

Considérant les délibérations portant "Police de roulage : règlement complémentaire sur la police de la circulation routière en voirie communale" et référencées :

- 002/17.04.2018/B/0049
- 002/05.06.2018/B/0050
- 002/02.08.2018/B/0074
- 002/21.08.2018/B/0038
- 002/23.10.2018/B/0023
- 002/27.11.2018/B/0037

PREND ACTE

Des modifications des 17 avril, 05 juin, 02 août, 21 août, 23 octobre et 27 novembre 2018 apportées par le Collège des Bourgmestre et Échevins au Règlement complémentaire sur la police de la circulation locale.

Le Conseil est informé.

---

**Secretariaat**

**Mededelingen - Verkeerspolitie: aanvullend reglement op de politie van het wegverkeer op gemeentewegen**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2014 betreffende "de delegatie aan het Schepencollege van de verantwoordelijkheid om een aanvullende regelgeving van politie over het wegverkeer te nemen".

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30 juni 1995 "Verkeerspolitie : Aanvullende reglement op de politie van het wegverkeer";

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart

1968;

Gelet op het algemene reglement op de politie van het wegverkeer;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de maatregelen de gemeentewegen betreffen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de bestaande signalisatie op de gemeentewegen aan te passen en bij te werken;

Gelet op de beraadslagingen houdende "Verkeerspolitie : aanvullend reglement op de politie van het wegverkeer op gemeentewegen" met referentie :

- 002/17.04.2018/B/0049
- 002/05.06.2018/B/0050
- 002/02.08.2018/B/0074
- 002/21.08.2018/B/0038
- 002/23.10.2018/B/0023
- 002/27.11.2018/B/0037

KENNIS NEEMT

De veranderingen van 17 april, 05 juni, 02 augustus, 21 augustus, 23 oktober en 27 november 2018 aangebracht door het College van Burgemeester en Schepenen op aanvullend reglement op de politie van het wegverkeer op gemeentewegen.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

20.12.2018/A/0006

**Secrétariat**

**Communications : Collège des Bourgmestre et Echevins - règlement d'ordre intérieur - modification**

LE CONSEIL,

Vu l'article 104 de la Nouvelle Loi communale

PREND CONNAISSANCE

du règlement d'ordre intérieur du Collège.

Le Conseil est informé.

---

**Secretariaat**

**Mededelingen : College van Burgemeester en Schepenen - huishoudelijk reglement - wijziging**

DE RAAD,

Gelet op artikel 104 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT KENNIS

van het huishoudelijk reglement van het college van burgemeester en schepenen

De Raad wordt geïnformeerd.

20.12.2018/A/0007 **Enseignement - Formation**

**Convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des écoles retenues dans la première phase des plans de pilotage**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et suivants de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 67 du décret "Missions" du 24 juillet 1997 tel qu'amendé par le décret "pilotage" voté le 12 septembre 2018 par le parlement de la Communauté française;

DECIDE :

d'approuver la convention relative à l'accompagnement et le suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des écoles retenues dans la première phase des plans de pilotage.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

**Onderwijs - vorming**

**Ondersteunende en controlerende overeenkomst als onderdeel van het beheersysteem voor de in de eerste fase van de beheersplannen geselecteerde scholen.**

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 en volgende van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op Decreet tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, om een nieuw sturingskader te ontwikkelen, waarbij de betrekkingen tussen de Franse Gemeenschap en de schoolinrichtingen contractueel worden vastgelegd;

BESLIST

om de overeenkomst betreffende de ondersteuning en het toezicht in het kader van het stuursysteem van de in de eerste fase van de stuurplannen geselecteerde scholen goed te keuren

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

---

20.12.2018/A/0008 **Enseignement - Formation**

**Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Auderghem concernant le Dispositif d'Accrochage Scolaire (D.A.S.) - Modalités de mise à disposition d'un montant de 67.423,-€ pour couvrir les frais liés au D.A.S. de la période du 01.09.2018 au 30.06.2021.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et suivants de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. d'approuver la convention concernant le Dispositif d'Accrochage Scolaire (D.A.S.).
2. de charger les responsables des services de l'Enseignement et de la

- Prévention à collaborer à la mise en oeuvre de cette convention ;
3. de charger le Secrétaire communal et la Bourgmestre ff. de l'exécution de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
26 votants : 26 votes positifs.

---

### **Onderwijs - vorming**

**Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Oudergem betreffende de School Opknoping Apparaat (S.O.A.) - Voorwaarden voor het beschikbaar stellen van een bedrag van 67.423,-€ ter dekking van de kosten in verband met S.O.A voor de periode van 01.09.2018 tot 30.06.2021.**

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 en volgende van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

1. om de overeenkomst betreffende de School Opknoping Apparaat (S.O.A.) goed te keuren
2. Belast de verantwoordelijk van de dienst Onderwijs en de verantwoordelijk van de dienst Preventie met het medewerken om de overeenkomst in tred te nemen;
3. Belast de Gemeentesecretaris en de d.d. Burgemeester met de uitvoering van de beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

---

### 20.12.2018/A/0009 **Développement économique**

#### **Liquidation des subsides inscrits au budget 2018 aux associations de commerçants**

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 14 novembre 1983 instaurant le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions octroyées aux associations par l'Administration Communale ;

Vu sa décision du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation relative aux modalités d'exécution ;

Considérant qu'en date du 3 décembre 2018, le Collège échevinal a constaté qu'il n'y avait pas d'opposition aux règles de contrôle imposées établissant que les montants octroyés au budget 2018 sont réservés au but poursuivi par les associations concernées ;

Considérant qu'en cette même séance, le Collège échevinal a accepté la répartition des subsides suivant le schéma repris plus bas proposé par le service Développement Économique,

Vu l'article 117 de la nouvelle Loi Communale ;

décide

d'autoriser la liquidation de la subvention prévue au budget de l'année 2018 à l'article 520/33202 en faveur de :



- Association Vieux-Moulin : 200,00€
- Association Pinoy : 200,00€
- Association Henrard : 200,00€
- Conseil des Associations de commerçants : 6 486,00€

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

### **Economische ontwikkeling**

#### **Wijkhandelaarscomites - uitkering der toelagen ingeschreven in de begroting van 2018**

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 houdende instelling van de contrôle op de toekenning en de aanwending van de toelage verleend door het gemeentebestuur ;

Gelet op zijn beslissing van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering ;

Overwegende dat de toelagen voor verenigingen voorzien warden in de uitgaven van de begroting van 2016 en door de hogere overhead goedgekeurd warden;

Gezien het Schepencollege van 3 december 2018 vastgesteld heeft dat er geen afwijking werd waargenomen van de opgelegde controle voorschriften en bevestigend heeft dat de uitgekeerde bedragen opgenomen zijn voor de doeleinde die door de betrokken verenigingen nagestreefd worden;

Gezien het Schepencollege, tijdens dezelfde zitting, de splitsing van de subsidies goedgekeurd heeft zoals voorgesteld door de dienst Economische Ontwikkeling;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

beslist

de uitkering van de toelagen ingeschreven in de begroting 2018 artikel 520/33202 ten voordele van hiernavolgende verenigingen toe te laten :

- Oude-Molen : 200,00€
- Pinoy : 200,00€
- Henrard : 200,00€
- Raad van de wijkshandelaars : 6 486,00€

Onderhavige beraadslaging zal onder de vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

## "Communes du Commerce Équitable" : Adoption de la résolution

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Commune d'Auderghem met en place un Agenda 21 local, « Auderghem 21 », sur décision du Conseil communal en date du 26 mars 2015 ;

Considérant que dans le cadre de l'Agenda 21, les citoyens d'Auderghem et le personnel communal ont co-construit des objectifs et une vision pour la commune : « *En 2040, Auderghem est une commune bruxelloise à taille humaine, verte et pionnière, conviviale et inclusive, ouverte et partagée dont les habitants participent activement au développement durable et au maintien d'une société responsable, solidaire et basée sur les échanges.* » ;

Considérant que la promotion d'une production et d'une consommation alimentaire durable et de qualité, la sensibilisation à ces thématiques ainsi que la réduction du gaspillage alimentaire, correspondent à l'objectif 2.4.1 du plan d'action de développement durable validé par le Collège en date du 13 mars 2018 ;

Considérant la politique de solidarité internationale de la Commune d'Auderghem et son respect des engagements pris lors de son adhésion aux principes de la Charte du Centre National de Coopération au Développement (CNCD) : « Ma commune, ce n'est pas le bout du monde » ;

Considérant la collaboration de la commune d'Auderghem avec le groupe pluraliste de citoyens d' « Auderghem 11.11.11 » qui, depuis de nombreuses années, mène des actions de sensibilisation aux questions Nord-Sud et soutient les efforts de développement des populations de l'hémisphère Sud (Campagne 11.11.11 ; sensibilisation des jeunes lors d'animations scolaires ; petits déjeuners Oxfam) ;

Considérant le lancement en juin 2018 du label « Short Food Auderghem » dont le but est de limiter les intermédiaires entre producteurs et consommateurs et de mettre en lumière les restaurateurs Auderghemois engagés dans une démarche durable de circuits courts ;

Considérant que nombre d'initiatives déjà présentes à Auderghem s'inscrivent également dans les objectifs de la campagne : promotion d'une alimentation saine et durable au sein de l'enseignement communal via l'adhésion des écoles communales à la stratégie GOOD FOOD Brussels (séance publique du Conseil du 1<sup>er</sup> février 2018), existence de GASAP's, de plusieurs quartiers durables, de potagers pour favoriser la consommation locale, etc. ;

Considérant la campagne « Communes du commerce équitable » lancée par une plateforme de trois organisations non gouvernementales (ONG) œuvrant dans le domaine de la solidarité internationale : Oxfam-Magasins du Monde, Miel Maya Honing et Fairtrade Belgium ;

Considérant que la Commune a pour mission, dans le cadre de sa politique Nord-Sud et de développement durable, de sensibiliser la population ;

Considérant que l'objectif de la campagne est de sensibiliser au commerce équitable et à encourager la consommation de produits équitables à l'échelon local pour soutenir les producteurs défavorisés des pays du Sud ;

Considérant qu'un revenu décent pour le producteur est un élément-clé des modèles de production et de consommation durables ;

Considérant que la commune, en tant que pouvoir public, se doit de veiller à ce que chaque travailleur, d'ici et d'ailleurs, dispose d'un revenu convenable ainsi que de conditions décentes de travail mais également à ce que les systèmes de productions et de consommations préservent l'environnement et les ressources naturelles pour les générations futures ;

Considérant que le commerce équitable et durable offre des garanties sociales,

économiques et environnementales ;

Considérant que la campagne implique un processus participatif et solidaire qui mobilise les responsables politiques, le monde associatif, les commerçants, l'Horeca, les entreprises, les établissements scolaires, etc. ;

Considérant que pour obtenir le label de « Commune du Commerce Equitable » délivré par Oxfam-Magasins du Monde, Miel Maya Honing et Fairtrade Belgium, les six critères repris ci-dessous sont à remplir :

### **1. Autorité communale**

*Le Conseil communal vote la présente résolution en faveur du commerce équitable dans laquelle il signifie la participation de la commune d'Auderghem à la campagne. Il engage l'administration communale à consommer au moins **deux produits du commerce** équitable, tant pour ses besoins internes que pour les événements qu'elle organise à destination du public.*

### **2. Commerces et Horeca**

*Des commerces et établissements Horeca installés sur le territoire de la commune proposent au moins deux produits du commerce équitable à leurs clientèle et rendent visible leur participation à la campagne.*

### **3. Entreprises, organisations et écoles**

*Des entreprises, des institutions, des organisations, des associations et des écoles de la commune proposent des produits équitables de façon régulière à leurs travailleurs, leur public ou leurs élèves. Elles communiquent sur leur participation à la campagne.*

### **4. Communication et sensibilisation**

*La commune communique régulièrement auprès des médias locaux et via ses propres canaux sur sa participation à la campagne. Elle organise au moins une fois par an un évènement/une action de sensibilisation sur le commerce équitable à destination du grand public.*

### **5. Comité de pilotage**

*Un comité de pilotage diversifié et représentatif des acteurs locaux est mis en place. Ce comité prend et coordonne les initiatives nécessaires pour l'avancement de la campagne ; il assure l'engagement de la commune dans la durée et la mène à l'obtention du titre. Ce groupe, composé de personnes relais, facilitera au maximum l'implication de citoyens, d'associations, de fonctionnaires, de commerçants et d'entreprises. **Ce comité fera rapport annuellement au Conseil.***

### **6. Produits agricoles locaux et durables**

*Parce que les agriculteurs de chez nous comptent aussi, la commune soutient une nouvelle initiative en faveur de la consommation de produits agricoles locaux et durables. L'initiative est permanente, ou renouvelée au minimum annuellement s'il s'agit d'un évènement. Elle doit être médiatisée.*

DECIDE

#### **Article 1 :**

La Commune s'inscrit dans le projet « Communes du Commerce Equitable » coordonnée par Oxfam-Magasins du Monde, Miel Maya Honing et Fairtrade Belgium

#### **Article 2 :**

La commune organise la sensibilisation et informe son personnel (particulièrement la centrale d'achat/responsable marchés publics), les acteurs locaux (horeca, entreprises, commerces, écoles, etc.) et les citoyen.ne.s sur le commerce équitable et sur sa politique d'achats durables. La commune communique en interne et vers l'extérieur sur sa participation à la campagne.

#### **Article 3 :**

Dans le cadre d'une politique d'achats durables sur les plans social, écologique et économique, la Commune intègre des critères de commerce équitable comme critères

de sélection dans ses marchés publics pour au moins le café et un autre produit issus de pays du Sud.

Pour ces produits, la Commune fera appel aux fournisseurs qui offrent des produits répondant aux critères internationaux du commerce équitable selon la définition de FINE :

*« Le commerce équitable est une relation commerciale, basée sur le dialogue, la transparence et le respect, à la recherche d'une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue à un développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en sécurisant les droits des producteurs marginalisés dans le Sud ».* "

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

## **Leefmilieu**

### **Agenda 21 - Deelname van de Gemeente Oudergem aan de campagne "FairTrade Gemeentes": Goedkeuring van de resolutie**

DE GEMEENTERAAD,

Overwegende dat de gemeente Oudergem een lokale Agenda 21, 'Oudergem 21', invoert bij besluit van de gemeenteraad van 26 maart 2015;

Overwegende dat de inwoners van Oudergem en het gemeentepersoneel in het kader van de Agenda 21 samen doelstellingen en een visie voor de gemeente hebben uitgewerkt: *"In 2040 is Oudergem een Brusselse gemeente op mensenmaat, groen en toonaangevend, gezellig en inclusief, open en gastvrij. De inwoners werken actief mee aan de duurzame ontwikkeling en aan de uitbouw van een verantwoorde, solidaire samenleving waarin uitwisseling centraal staat."*;

Overwegende dat het bevorderen van duurzame en kwaliteitsvolle voedingsproductie en -consumptie, de sensibilisering rond deze thema's en de reductie van voedselverspilling beantwoorden aan doelstelling 2.4.1 van het actieplan inzake duurzame ontwikkeling, dat werd goedgekeurd door het college op 13 maart 2018;

Gelet op het beleid van internationale solidariteit van de gemeente Oudergem en het nakomen van haar engagementen genomen bij de aansluiting bij de principes van het Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking (CNCD): *"De wereld eindigt niet bij mijn gemeente"*;

Gelet op de samenwerking van de gemeente Oudergem met de pluralistische burgerbeweging 'Oudergem 11.11.11', die sinds vele jaren sensibiliseringsacties over Noord-Zuidvraagstukken organiseert en de ontwikkelingsinspanningen van de bevolking in het zuidelijk halfrond steunt (campagne 11.11.11; sensibilisering van jongeren tijdens activiteiten op school; Oxfam-ontbijten);

Gelet op de lancering in juni 2018 van het label 'Short Food Oudergem' met het oog op het beperken van het aantal tussenpersonen tussen producenten en consumenten en het onder de aandacht brengen van de restauranthouders uit Oudergem die zich inzetten voor de duurzame maatregel van korte ketens;

Overwegende dat heel wat initiatieven die reeds bestaan in Oudergem, ook passen bij de doelstellingen van de campagne: het bevorderen van gezonde en duurzame voeding in het gemeentelijk onderwijs via het aansluiten van de gemeentescholen bij de strategie GOOD FOOD Brussels (openbare zitting van de raad van 1 februari 2018), het bestaan van SAGAL's, meerdere duurzame wijken, moestuinen om de lokale consumptie te bevorderen enz.;

Gelet op de campagne 'FairTradeGemeente' op initiatief van een platform van drie niet-gouvernementele organisaties (ngo's) die actief zijn binnen de internationale solidariteit:

Oxfam-Wereldwinkels, Miel Maya Honing en Fairtrade Belgium;

Overwegende dat de gemeente in het kader van haar Noord-Zuidbeleid en van duurzame ontwikkeling de taak heeft om de bevolking te sensibiliseren;

Overwegende dat het doel van de campagne de bewustwording van de eerlijke handel en de bevordering van het verbruik van fairtradeproducten op lokaal vlak als steun voor de achtergestelde producenten uit het Zuiden is (cf. de handleiding van de campagne als bijlage);

Overwegende dat een waardig inkomen voor de producent een doorslaggevend element is in de modellen van duurzame productie en consumptie;

Overwegende dat de gemeente als openbare overheid erover moet waken dat elke werknemer, van hier en van elders, over een behoorlijk inkomen en over waardige arbeidsvoorwaarden beschikt, maar ook dat de productie- en consumptiesystemen het milieu en de natuurlijke hulpbronnen in stand houden voor de volgende generaties;

Overwegende dat eerlijke en duurzame handel sociale, economische en ecologische garanties biedt;

Overwegende dat de campagne een participatief en solidair proces inhoudt dat de politieke verantwoordelijken, het verenigingsleven, de handelaars, de horeca, de ondernemingen, de scholen enz. mobiliseert;

Overwegende dat om het label van 'FairTradeGemeente' afgeleverd door Oxfam-Wereldwinkels, Miel Maya Honing en Fairtrade Belgium te behalen, moet worden voldaan aan de volgende zes criteria:

#### **1. Gemeentelijke overheid**

*De gemeenteraad keurt deze resolutie ten voordele van eerlijke handel goed en bevestigt zo dat de gemeente Oudergem deelneemt aan de campagne. Hij verbindt het gemeentebestuur ertoe om koffie en nog minstens twee fairtradeproducten te gebruiken, zowel voor interne behoeften als voor evenementen die het voor het publiek organiseert.*

#### **2. Winkels en horeca**

*Winkels en horecabedrijven in de gemeente bieden hun klanten minstens twee fairtradeproducten aan en maken hun deelname aan de campagne zichtbaar.*

#### **3. Bedrijven, organisaties en scholen**

*Bedrijven, instellingen, organisaties, verenigingen en scholen uit de gemeente bieden hun werknemers, hun publiek of hun leerlingen op regelmatige basis fairtradeproducten aan. Ze communiceren over hun deelname aan de campagne.*

#### **4. Communicatie en sensibilisering**

*De gemeente communiceert regelmatig via de lokale media en via haar eigen kanalen over haar deelname aan de campagne. Ze organiseert minstens eenmaal per jaar een evenement/een sensibiliseringsactie over eerlijke handel, gericht op het grote publiek.*

#### **5. Trekkersgroep**

*Er wordt een gediversifieerde trekkersgroep opgericht die representatief is voor de lokale actoren. Deze groep neemt en coördineert de nodige initiatieven voor de vooruitgang van de campagne; ze zorgt voor het blijvende engagement van de gemeente en helpt de gemeente om het label te behalen. Deze groep, samengesteld uit verbindingspersonen, faciliteert zoveel mogelijk de betrokkenheid van burgers, verenigingen, ambtenaren, handelaars en bedrijven. Deze commissie brengt jaarlijks verslag uit aan de Gemeenteraad.*

#### **6. Lokale en duurzame landbouwproducten**

*Om ook de lokale boeren van bij ons een duwtje in de rug te geven, steunt de gemeente een nieuw initiatief om de consumptie van lokale en duurzame landbouwproducten te bevorderen. Het initiatief is permanent of zal minstens jaarlijks worden herhaald in het geval van een evenement. Het moet media-aandacht krijgen.*

## BESLIST

### Artikel 1:

De gemeente sluit zich aan bij het project 'FairTradeGemeente', gecoördineerd door Oxfam-Wereldwinkels, Miel Maya Honing en Fairtrade Belgium.

### Artikel 2:

De gemeente organiseert de sensibilisering en informeert haar personeel (vooral de centrale inkoop / inkoopmanagers), de lokale actoren (horeca, bedrijven, winkels, scholen enz.) en de burgers over eerlijke handel en over haar beleid van duurzame aankopen. De gemeente communiceert intern en extern over haar deelname aan de campagne.

### Artikel 3:

In het kader van een beleid van duurzame aankopen op sociaal, ecologisch en economisch vlak, integreert de gemeente de criteria van eerlijke handel als selectiecriteria bij haar overheidsopdrachten voor minstens koffie en een ander product uit het Zuiden.

Voor deze producten doet de gemeente een beroep op leveranciers die producten aanbieden in overeenstemming met de internationale criteria van eerlijke handel volgens de FINE-definitie:

*" Eerlijke handel is een handelspartnerschap, gebaseerd op dialoog, transparantie en respect, dat streeft naar meer gelijkheid in de internationale handel. Het draagt bij tot duurzame ontwikkeling door betere handelsvoorwaarden aan te bieden aan en de rechten te verzekeren van gemarginaliseerde producenten in het Zuiden."*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

---

20.12.2018/A/0011 **Sport**

### **Approbation des comptes de la Commission Consultative des sports exercice 2017**

Le Conseil:

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la création en 2013 de la Commission Consultative des Sports (Collège du 12/3/2013 et Conseil du 28/3/2013);

Vu la désignation du président et des membres de la Commission par décision du Collège du 3/12/2013;

La Commission Consultative des Sports nous a fait parvenir son compte et son bilan de l'exercice 2017.

Les pièces justificatives relatives à ce compte sont déposées au service de la Recette où il peut en être pris connaissance.

Ce compte se présente comme suit :

Total Produits	15.936,58 €
Total Charges	1.791,39 €
<b>Résultat 2016 à reporter</b>	<b>+ 14.145,19 €</b>
Résultat général	43.122,66 €

Subside communal – Article 764/33202 : 11.445,00 € en 2017

Décide:

D'approuver le compte de la Commission Consultative des Sports exercice 2017.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

## Sport

### Goedkeuring van de rekeningen van de Raagevende sportcommissie dienstjaar 2017

De Raad:

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117;

Gezien de oprichting in 2013 van de Raadgevende Commissie van Sport (College van 12/3/13 en Raad van 28/3/13)

Gezien de aanduiding van de voorziter en de leden van de Commissie door beslissing van het College op 3/12/13

De Raagevende sportcommissie heeft ons zijn rekening en balans van het dienstjaar 2017 overgemaakt.

De stavingsstukken betreffende deze balans, liggen ter inzage op de Rekendienst waar er kennis van kan genomen worden.

Deze rekening stelt zich als volgt voor :

Totaal Opbrengsten	15.936,58 €
Totaal Lasten	1.791,39 €
<b>Op te nemen saldo 2016</b>	<b>+14.145,19 €</b>
Algemeen resultaat	43.122,66 €

Gemeentelijke subsidie – Artikel 734/33201: 11.445,00 € voor 2017

Beslist

De rekening van de Raagevende sportcommissie dienstjaar 2017 goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

---

20.12.2018/A/0012 **Régie foncière**

### Budget de la Régie foncière – Exercice 2019 – Approbation provisoire.

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 261 à 263 ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le Règlement général sur la comptabilité communale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003

relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la circulaire du 4 février 2005 du Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion financière des régies communales ;

DECIDE

d'approuver provisoirement le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2019.

La présente délibération, sera transmise en cinq exemplaires, à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 22 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, Martine Maelschalck.*

---

### **Regie voor het Grondbeleid**

#### **Begroting van de Regie voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2019 – Voorlopige goedkeuring.**

DE RAAD

Gelet de nieuwe gemeentewet en namelijk de artikelen 261 tot 263;

Gelet op het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het Algemene reglement gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 inzake het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het Ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de art. 5 en 38 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de omzendbrief van 4 februari 2005 van de Minister President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

BESLIST

de begroting van de Regie voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2019 voorlopig goed te keuren.

Onderhavig beraadslaging, in vijfvoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

*Onthoudingen : Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, Martine Maelschalck.*

---

20.12.2018/A/0013 **Régie foncière**

#### **Acquisition d'un immeuble situé 1580/1582 chaussée de Wavre à Auderghem.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment l'article 117;



Vu que la Région souhaite vendre un bâtiment situé à Auderghem 1580/1582 chaussée de Wavre ainsi qu'un terrain d'une superficie de  $\pm$  11 ares, parcelles 21332B0298/00F011 et 00E011 ;

Vu que le Comité d'Acquisition a fixé la valeur vénale totale des biens à 670.000 €.

Vu que ce montant est prévu à l'article 100/241 du budget patrimonial 2019 de la Régie foncière ;

Vu que la Région demande à la Commune de confirmer son intérêt pour acquérir ce bien avant le 7 janvier 2019 ;

DECIDE :

d'acquérir le bâtiment avec terrain situé à Auderghem 1580/1582 chaussée de Wavre, parcelles 21332B0298/00F011 et 00E011, pour un montant de 670.000 €;

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge les pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

### **Regie voor het Grondbeleid**

#### **Aankoop van een gebouw gelegen 1580/1582 Waversesteenweg 3 te Oudergem.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet in het bijzonder art. 117;

Gezien het Gewest een gebouw gelegen te Oudergem 1580/1582 Waversesteenweg met aanpalend terrein met een oppervlakte van + 11 are, percelen 21332B0298/00F011 en 00E011 wil verkopen;

Gezien het Aankoopcomité de waarde geschat heeft op 670.000 €;

Gezien dit bedrag voorzien werd in de patrimoniale begroting 2019 van de Regie voor Grondbeleid;

Gezien het Gewest vraagt om onze interesse voor de aankoop van het goed te bevestigen voor 7 januari 2019;

BESLIST :

het gebouw en terrein gelegen te Oudergem 1580/1582 Waversesteenweg, percelen 21332B0298/00F011 en 00E011 aan te kopen voor 670.000 €.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

---

20.12.2018/A/0014 **Service Juridique**

#### **Règlement "Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques" - renouvellement**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 et notamment les articles 465 à 468 ;

Vu le rapport au Collège ;

DECIDE :

ARTICLE UNIQUE

Il est établi, pour l'exercice 2019, une taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la commune au premier janvier de l'année qui donne son nom à cet exercice.

La taxe est fixée à 6 % de la base de calcul déterminée conformément aux articles 466 et 466 bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992, comme stipulé à l'article 468 CIR 1992.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

**Madame Vanessa Rigodanzo (PS) motive son abstention :**

*Le parti socialiste s'abstient sur le vote de la fixation de la taxe additionnelle à l'IPP à 6% et constate que d'autres communes bruxelloises ont un taux inférieur à celui d'Auderghem.*

*Le parti socialiste souhaiterait que la majorité examine la proposition visant à diminuer ce pourcentage à 5,7% (alignement sur les communes aux taux le plus faible) et de reporter la charge sur le précompte immobilier tout en instaurant une prime « be home » compensatoire au bénéfice des propriétaires bruxellois qui habitent leur bien. Ce faisant, il y aurait une diminution de la charge fiscale sur les travailleurs qui serait reportée sur les multipropriétaires et les non-résidents auderghemois, à l'instar de la politique menée par la Région et amplifiée dans certaines communes dont Schaerbeek, par exemple.*

26 votants : 22 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, Martine Maelschalck.*

---

**Juridische dienst**

**Reglement " Aanvullende belasting op de personenbelasting" - vernieuwing**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 117 ;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en meer bepaald de artikelen 465 tot 468;

Gezien het verslag aan het College ;

BESLIST:

ENIG ARTIKEL

Er wordt voor het dienstjaar 2019, een aanvullende belasting op de personenbelasting gevestigd ten laste van de rijksinwoners die belastbaar zijn in de gemeente op 1 januari van het jaar, dat zijn naam geeft aan dat dienstjaar.

De belasting wordt vastgesteld op 6 % van de berekeningsbasis vastgelegd overeenkomstig de artikelen 466 en 466bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992, zoals gesteld in artikel 468 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Huidige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de lokale besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

**Mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS) geeft toelichting bij de reden waarom zij zich onthoudt bij de stemming:**

*De Parti Socialiste onthoudt zich bij de stemming over de vaststelling van de*

*aanvullende personenbelasting op 6 % en stelt vast dat andere Brusselse gemeenten een lager tarief hebben dan Oudergem.*

*De Parti Socialiste zou graag zien dat de meerderheid het voorstel onderzoekt om dit percentage terug te brengen tot 5,7 % (aansluiting bij de gemeenten met het laagste tarief) en de lasten te verschuiven naar de onroerende voorheffing, waarbij tegelijkertijd een compenserende 'be home'-premie wordt ingevoerd voor de Brusselse eigenaars die hun woning zelf bewonen. Op die manier zou de belastingdruk op de werknemers worden verminderd en verlegd naar eigenaars van meerdere woningen die niet in Oudergem wonen, naar het voorbeeld van het beleid dat door het Gewest wordt gevoerd en in bepaalde gemeenten, waaronder Schaarbeek, wordt versterkt.*

*26 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 onthoudingen.*

*Onthoudingen : Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, Martine Maelschalck.*

---

20.12.2018/A/0015 **Service Juridique**

**Règlement "Centimes additionnels au précompte immobilier" - renouvellement**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 et notamment l'article 464/1 1° ;

Vu le rapport au Collège ;

DECIDE:

ARTICLE UNIQUE

Il est établi, pour l'exercice 2019, 1.990 centimes additionnels au précompte immobilier.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 22 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, Martine Maelschalck.*

---

**Juridische dienst**

**Reglement "Opcentiemen op de onroerende voorheffing" - vernieuwing**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, het artikel 117 ;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en meer bepaald artikel 464/1 1°;

Gezien het verslag aan het College

BESLIST:

ENIG ARTIKEL

Er worden voor het dienstjaar 2019, 1990 opcentiemen op de onroerende voorheffing geheven.

Huidige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de openbare besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

*Onthoudingen : Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, Martine Maelschalck.*

---

20.12.2018/A/0016 **Service Juridique**

**Modification du Règlement taxe sur les cercles privés et sur les établissements dont l'accès est réservé à des personnes qui se soumettent à certaines formalités**

LE CONSEIL,

Vu la loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1er ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3,4,6 à 9bis du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu le rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

- de modifier comme suit le Règlement-taxe sur les cercles privés et sur les établissements dont l'accès est réservé à des personnes qui se soumettent à certaines formalités :

**Article 1**

Il est établi au profit de la Commune d'Auderghem, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2025, une taxe annuelle sur les cercles privés et sur les établissements dont l'accès est réservé à des personnes qui se soumettent à certaines formalités.

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par cercles privés et établissements dont l'accès est réservé à des personnes qui se soumettent à certaines formalités :

Les établissements dont l'accès est soit réservé à certaines personnes ; soit subordonné à l'accomplissement de certaines formalités ; soit est interdit aux mineurs **et** dont l'activité implique soit l'usage de jeux de hasard ; soit des prestations physiques des exploitants, de leurs préposés ou sous-traitants sans que le but desdites prestations soient de nature exclusivement thérapeutique, sportive ou relève de la création culturelle ; soit que la clientèle y danse habituellement et y consomme des boissons.

**Article 2**

Le taux de la taxe est fixé à 2.000 Euros par an et par établissement.

La taxe est portée à 3.000 Euros lorsque la superficie de plancher servant à l'exploitation du cercle ou de l'établissement visé est comprise entre 80 m et 399 m<sup>2</sup>. Elle est portée à 5.250 Euros lorsque la superficie de plancher servant à l'exploitation du cercle ou de l'exploitation atteint ou dépasse 400 m<sup>2</sup>.

**Article 3**

La taxe est due solidairement par la personne ou solidairement par tous les membres d'une

association dépourvue de la personnalité juridique, exploitant le cercle privé ou l'établissement visé à l'article 1er, et par le propriétaire de l'immeuble où s'exploite le cercle privé ou l'établissement visé à l'article 1er.

La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 4**

La taxe est indivisible. Elle est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en exploitation ou de reprise de l'établissement visé. Il n'est accordé aucune remise pour quelque cause que ce soit.

Sont néanmoins exonérées de la taxe les personnes qui accomplissent les activités visées à l'article 1 sans but lucratif et qui sont agréées par le collège.

#### **Article 5**

L'administration communale envoie au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'Administration Communale, au plus tard le 15 janvier qui suit l'exercice concerné.

La déclaration vaut jusqu'à révocation. En cas de modification de la situation imposable, une nouvelle déclaration devra être établie spontanément par le contribuable dans un délai de dix jours prenant cours le jour de la modification.

#### **Article 6**

A défaut de déclaration dans les délais ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, le redevable sera imposé d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer. Le défaut de déclaration ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, sont punis d'une majoration égale à cette taxe et, en cas de récidive dans l'année, d'une majoration égale au double de cette taxe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

#### **Wijziging aan het belasting Reglement op prive-clubs en op de inrichtingen waarvan de toegang voorbehouden is aan personen die zich onderwerpen aan zekere formaliteit**

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dat Wetboek ;

Gezien het verslag aan het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLIST :

- Om de volgende wijzigingen aan het Belasting Reglement op prive-clubs en op de inrichtingen waarvan de toegang voorbehouden is aan personen die zich onderwerpen aan zekere formaliteitengoed te keuren

#### **Artikel 1**

Er wordt vanaf 1 januari 2019 tot en met 31 december 2025 , een jaarlijkse belasting geheven op prive-clubs en op de inrichtingen waarvan de toegang voorbehouden is aan personen die zich onderwerpen aan zekere formaliteiten.

Onder prive-clubs en inrichtingen waarvan de toegang voorbehouden is aan personen die zich onderwerpen aan zekere formaliteiten moet worden verstaan :

De inrichtingen waarvan de toegang ofwel voorbehouden aan bepaalde personen is ; ofwel ondergeschikt aan de vervulling van bepaalde formaliteiten ; ofwel verboden aan minderjarigen **en** waarvan de activiteit impliceert : ofwel het gebruik van kansspelen ;

ofwel fysieke prestaties van de uitbaters, van hun aangestelden of onderaannemers zonder dat het doel van de gezegde prestaties enkel van therapeutieke, sportieve of culturele natuur zijn ; ofwel dat de klanten er gewoonlijk dansen en dranken verbruiken.

### **Artikel 2**

De aanslagvoet wordt gebracht op 2.000 Euro's per jaar en per prive-clubs en inrichtingen.

De aanslagvoet wordt gebracht op 3.000 Euro's wanneer de vloeroppervlakte die dient voor de uitbating van de privé-club of inrichting waarover sprake in de eerste alinea, begrepen is tussen 80 m<sup>2</sup> en 399 m<sup>2</sup>. Hij wordt opgetrokken tot 5.250 Euro's wanneer de vloeroppervlakte dienende voor de uitbating van de privé-club of inrichting 400m<sup>2</sup> bereikt of meer.

### **Artikel 3**

De belasting is solidair verschuldigd door de persoon of alle leden van een vereniging zonder juridische persoonlijkheid, die de privé-club of inrichting, waarvan sprake in het 1ste artikel, uitbaten en door de eigenaar van het gebouw waar de privé-club of inrichting, waarover sprake in het 1ste artikel, uitgebaat wordt.

De belasting is geïnd door inkohiering.

### **Artikel 4**

De belasting is onverdeelbaar. Zij is voor het ganse jaar verschuldigd, welke ook de datum

van de ingebruikstelling of van de overname van een bestaande inrichting. Er wordt geen elke vermindering om het even welke reden toegestaan.

De personen die de activiteiten genoemd in artikel 1 uitvoeren zonder winstogend doel en die officieel erkend zijn door het college, zijn vrijgesteld van de belasting.

### **Artikel 5**

Het gemeentebestuur stuurt naar de belastingplichtige een aangifteformulier dat degelijk ingevuld en ondertekend moet teruggezonden worden, binnen de termijn van een maand ingaande op de datum van verzending.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontving wordt verondersteld dit formulier bij het gemeentebestuur aan te vragen, ten laatste op de 15de januari die volgt op het betreffende dienstjaar.

De verklaring geldt tot herroeping. In geval van wijziging van de belastbare situatie dient spontaan een nieuwe aangifte te gebeuren door de belastingplichtige binnen een termijn van tien dagen in voege tredend op de dag van de wijziging.

Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden.

### **Artikel 6**

Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur kan beschikken. Bij gebrek aan aangifte of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, wordt de ambsthalf ingekohierde belasting verhoogd met een bedrag ter hoogte van het bedrag van de ambsthalf ingekohierde belastingen en, in geval van herhaling binnen het jaar, met een bedrag ter hoogte van het dubbele van de ambsthalf ingekohierde belasting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

**Modification du Règlement-taxe sur les secondes résidences**

Le CONSEIL,

Vu la loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3,4,6 à 9bis du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu le rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

De modifier comme suit le Règlement-taxe sur les secondes résidences :

Article 1

Il est établi du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2025, une taxe annuelle sur les secondes résidences situées sur le territoire de la commune, qu'elles soient ou non inscrites à la matrice cadastrale.

Article 2

Le montant de la taxe est fixé à **1.000,00 Euros** par an et par résidence. Toutefois, la taxe est ramenée à **150,00 Euros** pour les logements occupés par des étudiants. La taxe est due par celui qui dispose de la seconde résidence. Dans les cas de location, elle est due solidairement par le propriétaire.

Article 3

Par seconde résidence, il faut entendre tout logement privé, autre que celui qui est affecté à la résidence principale, dont les usagers ne sont pas inscrits aux registres de population à titre de résidence habituelle et dont ils peuvent disposer à tout moment contre paiement ou non, que ce soit en qualité de propriétaire, de locataire ou de bénéficiaire d'une permission d'usage, qu'il s'agisse de maison de campagne, de bungalows, d'appartements, de maisons ou de maisonnettes de week-end ou de plaisance, de pied-à-terre ou de tous autres abris d'habitations fixes, en ce compris les caravanes assimilées aux chalets. Ne sont pas considérés comme secondes résidences :

- le local dans lequel une personne non domiciliée dans la commune exerce une activité professionnelle;
- les tentes, caravanes mobiles et remorques d'habitation.

Est censé disposer à tout moment d'une seconde résidence celui qui, durant l'année d'imposition, peut l'occuper, contre paiement ou non, même de façon intermittente. Il en est de même s'il en cède gratuitement ou non l'usage à un ou à plusieurs tiers, occasionnellement ou durant une période quelconque de l'année d'imposition.

Article 4

Sont redevables de la taxe les personnes qui réunissent une ou plusieurs des conditions ci-après :

- 1) être propriétaire à Auderghem d'un logement privé quelconque et s'en réserver l'usage à titre de résidence secondaire ou de pied-à-terre;
- 2) avoir loué à Auderghem, à l'usage de seconde résidence ou de pied-à-terre, un logement non meublé par le propriétaire, excepté si le locataire est un étudiant pour autant qu'il justifie de cette qualité. Dans ce dernier cas, le débiteur de la taxe est le propriétaire.
- 3) exercer à Auderghem une activité commerciale ou une profession libérale, et y disposer d'un logement privé, en plus des locaux destinés à l'exercice de cette activité professionnelle.

Pour l'application de la présente taxe, sont assimilés aux personnes inscrites dans les registres de la population d'Auderghem, les fonctionnaires et agents des Communautés

européennes ainsi que les membres de leur famille qui, résidant à titre principal dans la commune, sont dispensés, en raison de leur statut particulier, de l'inscription dans les registres communaux.

#### Article 5

Le recensement des éléments imposables est effectué par les soins de l'Administration communale. Celle-ci reçoit des intéressés une déclaration signée, formulée selon le modèle et dans les délais arrêtés par elle. Les intéressés qui n'auraient pas été invités à remplir une formule de déclaration sont néanmoins tenus de déclarer spontanément à l'administration communale des éléments nécessaires à la taxation, au plus-tard dans le mois de l'affectation à usage de seconde résidence, de l'entrée en propriété ou de l'occupation.

#### Article 6

A défaut de déclaration dans les délais ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, le redevable sera imposé d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer. Le défaut de déclaration ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, sont punis d'une majoration égale à cette taxe et, en cas de récidive dans l'année, d'une majoration égale au double de cette taxe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

#### **Wijziging van het belasting reglement op de tweede verblijven**

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dat Wetboek ;

Gezien het verslag aan het College van Burgemeester en Schepenen ;

**BESLIST :**

Om de volgende wijzigingen aan het Belasting Reglement op de tweede verblijven goed te keuren.

#### Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2019 en dit tot en met 31 december 2025 , een jaarlijkse belasting geheven op de tweede verblijven gelegen op het grondgebied van de gemeente, ongeacht het feit of ze al dan niet in de kadastrale legger zijn ingeschreven.

#### Artikel 2

Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op **1.000,00 Euros** per jaar en per verblijfplaats. Nochtans wordt de belasting op **150,00 Euros** teruggebracht voor de woningen door studenten betrokken. De belasting is verschuldigd door diegene die over het tweede verblijf beschikt. Bij verhuring is de belasting solidair verschuldigd door de eigenaar.

#### Artikel 3

Onder tweede verblijf moet worden verstaan elke andere private woongelegenheden, dan die welke voor het hoofdverblijf is aangewend, waarvan de gebruikers niet voor hun gewoon verblijf zijn ingeschreven in de bevolkingsregisters, en waarover zij op het ogenblik hetzij als eigenaar, hetzij als huurder, hetzij als houder van een gebruiksvergunning, kunnen beschikken al dan niet tegen betaling, dit ongeacht het feit



of het gaat om landhuizen, bungalows, appartementen, weekendhuisjes, optrekjes en alle andere vaste woongelegenheden hierin begrepen de met chalets gelijkgestelde caravans. Worden niet beschouwd als tweede verblijf :

- het lokaal waarin een niet in de gemeente gedomicilieerde persoon een beroepsactiviteit uitoefent;

- de tenten, verplaatsbare caravans en woonaanhangwagens. Wordt geacht op ieder ogenblik over een tweede verblijf te beschikken, hij, die het tijdens het aanslagjaar kan betrekken, tegen betaling of niet, zelfs met tussenpauzen. Dit is ook het geval indien hij het gebruik van het tweede verblijf kosteloos of niet afstaat aan één of aan meerdere derden, af en toe of tijdens een willekeurige periode van het belastingsjaar.

#### Artikel 4

Zijn de belasting verschuldigd, de personen die aan één of verschillende onderstaande voorwaarden voldoen :

1) eigenaar zijn te Oudergem van enig privaat woonverblijf en zich het gebruik ervan voorbehouden bij wijze van een tweede verblijf of van een optrekje;

2) te Oudergem, als tweede verblijfplaats of optrekje, een niet door de eigenaar gemeubelde woning te hebben gehuurd, behalve indien de huurder het bewijs levert student te zijn. In dat geval is de belasting verschuldigd door de eigenaar.

3) te Oudergem een handelsbedrijvigheid of een vrij beroep uitoefenen, en er over een private woning beschikken buiten de lokalen bestemd tot de uitoefening van deze beroepsbezigheid.

Voor de uitvoering van huidig reglement zijn de ambtenaren en overige personeelsleden van de Europese Gemeenschappen en hun familieleden, die hun hoofdverblijfplaats hebben in de gemeente en die omwille van hun bijzonder statuut zijn vrijgesteld van de inschrijving in de bevolkingsregisters gelijkgesteld met de personen ingeschreven in de bevolkingsregisters van Oudergem.

#### Artikel 5

De belastbare elementen worden geteld door het gemeentebestuur. Het bestuur ontvangt van de betrokkenen een getekende verklaring volgens het model en binnen de termijn vastgesteld door het bestuur. De betrokkenen die geen formulier zouden ontvangen hebben zijn niettemin verplicht spontaan aan het gemeentebestuur de elementen te verstrekken, die nodig zijn voor de toepassing van de belasting en dit ten laatste één maand na de aanwending als tweede verblijf, de eigendomsverwerving of de ingebruikneming.

#### Artikel 6

Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur kan beschikken. Bij gebrek aan aangifte of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, wordt de ambsthalfve ingekohierde belasting verhoogd met een bedrag ter hoogte van het bedrag van de ambsthalfve ingekohierde belastingen en, in geval van herhaling binnen het jaar, met een bedrag ter hoogte van het dubbele van de ambsthalfve ingekohierde belasting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

## **financiers**

LE CONSEIL,

Vu la loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1er ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3,4,6 à 9bis du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu le rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

De modifier comme suit le Règlement-taxé sur les établissements bancaires et les organismes financiers :

### **Article 1**

Il est établi au profit de la commune d'Auderghem, à partir du 1er janvier 2019 et ce jusqu'au 31 décembre 2025 une taxe annuelle sur :

- 1) les établissements bancaires, les organismes financiers et assimilés ainsi que leurs succursales et agences, pour autant qu'ils soient accessibles à la clientèle.
- 2) les appareils automatiques permettant d'effectuer des opérations de banque.

La taxe est due :

- 1) pour les établissements bancaires et les organismes financiers: par la personne physique ou morale à l'intervention de laquelle l'établissement ou l'organisme a été installé et/ou au nom de laquelle il est exploité.
- 2) pour les appareils automatiques : par la personne physique ou morale détentrice et/ou propriétaire de l'appareil.

### **Article 2**

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- 1) 1000 € (mille euros) par an par établissement bancaire et organisme financier.
- 2) 1500 € (mille cinq cent cinquante euros) par an par appareil automatique.

La taxe est due pour la totalité de l'année d'imposition, quel que soit le moment de l'ouverture ou de la fermeture de l'établissement et de l'organisme ou du placement de l'appareil automatique.

### **Article 3**

Par établissement bancaire et organisme financier il faut entendre toute personne physique ou morale qui effectue, à titre principal ou accessoire, des opérations de gestion de fonds et/ou de crédit, sous quelque forme que ce soit.

Par appareil automatique, il faut entendre tout dispositif fixe, pouvant être utilisé de la voie publique ou de tout endroit accessible au public, qui permet d'effectuer automatiquement des opérations bancaires y compris les appareils au moyen desquels le courrier bancaire peut être consulté ou retiré.

### **Article 4**

Sont exonérés de la taxe :

- 1) les établissements bancaires et les organismes financiers qui apportent la preuve du bénéfice d'exemption dont ils sont nantis, en vertu d'une loi particulière.
- 2) les personnes physiques ou morales dont la gestion de fonds et la conclusion de contrats de crédits ne constituent pas l'activité principale et qui agissent comme intermédiaires pour le compte d'un organisme financier distinct.

### **Article 5**

La personne physique ou morale qui ouvre, transfère, cède ou ferme un établissement bancaire ou un organisme financier ou qui place un appareil automatique, est tenue d'en faire la déclaration à l'administration communale dans les 15 jours de l'ouverture ou de la reprise de l'établissement ou du placement de l'appareil. Cette déclaration reste

valable aussi longtemps que le contribuable ne signale pas à l'Administration communale une nouvelle modification intervenue.

### **Article 6**

A défaut de déclaration dans les délais ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, le redevable sera imposé d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer. Le défaut de déclaration ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, sont punis d'une majoration égale à cette taxe et, en cas de récidive dans l'année, d'une majoration égale au double de cette taxe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

### **Madame Vanessa Rigodanzo (PS) motive son abstention :**

*En prévoyant une taxe supérieure (1500€) pour les appareils automatiques à celle prévue pour les établissements bancaires et organismes financiers (1000€), la majorité communale ne tient pas compte de l'aspect social que représente ce type d'appareillage pour la population. Les organismes bancaires ont une tendance à supprimer ces services offerts à la population. Il serait dès lors plus logique de prévoir une taxation moindre sur les appareils automatique que sur les établissements bancaires et organismes financiers.*

26 votants : 22 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, Martine Maelschalck.*

---

### **Juridische dienst**

### **Wijziging van het belasting reglement op de banken en financiële instellingen**

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dat Wetboek ;

Gezien het verslag aan het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLIST :

Om de volgende wijzigingen op het belastingreglement op de bank- en financiële instellingen goed te keuren :

#### **Artikel 1**

Vanaf 1 januari 2019 en tot 31 december 2025, wordt er ten voordele van de Gemeente Oudergem, een jaarlijkse belasting geheven op:

- 1) de bank-of financiële instellingen en dergelijke alsook hun filialen en bijkantoren voorzover ze toegankelijk zijn voor het klienteel.
- 2) de automatische apparaten die bankverrichtingen toelaten.

De belasting is verschuldigd :

- 1) voor de bank-of financiële instellingen : door de natuurlijke of rechtspersoon die de instelling heeft opgericht en/of in wiens naam deze wordt uitgebaat.
- 2) voor de automatische apparaten : door de natuurlijke of rechts- persoon houdster en/of eigenares van het apparaat.

#### **Artikel 2**

De belasting wordt als volgt vastgesteld :

- 1) 1000 € (duizenden euro's) per jaar per bank- en financiële instelling.

2) 1500 € (vijftienhonderd en vijftig euro's) per jaar per automatisch apparaat.

De belasting is verschuldigd voor het ganse aanslagjaar, welke ook het moment van de oprichting of de sluiting van het instelling of de plaatsing van het automatisch apparaat. De belasting is verschuldigd voor het ganse aanslagjaar, welke ook het moment van de oprichting of de sluiting van het instelling of de plaatsing van het automatisch apparaat.

### **Artikel 3**

Onder "bankinstelling" of "financiële instelling" dient verstaan iedere instelling die als hoofd-of bijdoel activiteiten uitvoert van bankbeleggingen en/of van krediet onder gelijk welke vorm. Hun eventuele bijzetels en agentschappen zijn eveneens onderworpen aan de belasting. Onder "automatisch apparaat" dient verstaan ieder vast apparaat bruikbaar van de openbare weg of in een plaats toegankelijk voor het publiek die automatische bankverrichten toelaat alsook de apparaten waarmee deraadpleging en het opnemen van bankpost kan gebeuren.

### **Artikel 4**

Zijn vrijgesteld van de belasting:

- 1) de bank -en financiële instellingen die het bewijs kunnen inleveren dat ze ingevolge een speciale wet van de vrijstelling genieten.
- 2) de natuurlijke of rechtspersonen die als tussenpersonen handelen voor een aparte financiële instelling en voor dewelke het kapitaalbeheer en het afsluiten van kredietcontracten geen hoofdactiviteiten betekenen

### **Artikel 5**

De natuurlijke of rechtspersoon die een bank- of financiële instelling opent, overbrengt, overlaat of sluit of die een automatisch apparaat plaatst, is gehouden bij het gemeentebestuur ervan aangifte te doen binnen de vijftien dagen na de opening of de overname van gezegde instelling. Deze aangifte blijft geldig totzolang de belastingplichtige het gemeentebestuur op de hoogte stelt van een gewijzigde toestand.

### **Artikel 6**

Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur kan beschikken. Bij gebrek aan aangifte of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, wordt de ambsthalf ingekohierde belasting verhoogd met een bedrag ter hoogte van het bedrag van de ambsthalf ingekohierde belastingen en, in geval van herhaling binnen het jaar, met een bedrag ter hoogte van het dubbele van de ambsthalf ingekohierde belasting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

**Mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS) geeft toelichting bij de reden waarom zij zich onthoudt bij de stemming:**

*Door te voorzien in een hogere belasting (€ 1.500) voor bankautomaten dan voor banken en financiële instellingen (€ 1.000), houdt de gemeentelijke meerderheid geen rekening met het sociale aspect dat dit type toestel vertegenwoordigt voor de bevolking. Bankinstellingen zijn geneigd om deze aan het publiek aangeboden diensten af te schaffen. Het zou daarom logischer zijn om te voorzien in een lagere belasting op bankautomaten dan op banken en financiële instellingen.*

26 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

*Onthoudingen : Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Nathalie Wyns, Martine Maelschalck.*

**Modification du Règlement taxe sur les panneaux fixes**

LE CONSEIL,

Vu la loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1er ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3,4,6 à 9bis du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu le rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

- de modifier comme suit le Règlement-taxe sur les panneaux fixes

**Article 1**

Il est établi au profit de la commune d'Auderghem, à partir du **1er janvier 2019 et ce jusqu'au 31 décembre 2025**, une taxe sur tout panneau fixe généralement quelconque exposant aux regards du public un message de quelque nature que ce soit.

Par « panneau fixe généralement quelconque », on entend tout support en quelque matière que ce soit, autocollant, bannière et autre dispositif généralement quelconque ainsi que les supports lumineux et écrans analogiques ou numériques quelle que soit la technologie utilisée.

**Article 2**

La taxe est due solidairement par l'annonceur du message qui figure sur le ou les panneaux, par l'exploitant du ou des panneaux et par celui qui autorise ou tolère le placement du panneau sur l'immeuble qu'il occupe ou dont il est propriétaire.

**Article 3**

Ne donnent pas lieu à la perception de la présente taxe:

1. les panneaux appartenant aux personnes morales de droit public, aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique en vue de la poursuite d'une finalité d'intérêt général relevant de leur objet social ;

2. les panneaux, affiches et tout autre dispositif d'information au public imposés par une disposition légale ou réglementaire pour autant que le message et sa mise en forme se limite à ce qui est imposé légalement ou réglementairement.

**3. les dispositifs publicitaires ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur, situés dans l'espace public ou visibles depuis l'espace public et qui font l'objet d'une taxe spécifique.**

**Article 4**

Le taux de la taxe est fixé par mètre carré ou fraction de mètre carré à raison de septante cinq euros (75€) par mètre carré entamé pour trois mois. Lorsque le panneau a une superficie différente du m<sup>2</sup>, il est taxé proportionnellement à sa surface. Toutefois, le minimum de la taxe ne pourra être inférieur à cinquante euros (50€) pour trois mois. Dans le cas où plusieurs annonceurs ou propriétaires figurent sur un même panneau, le montant de la taxe sera divisé au prorata du nombre d'annonceur ou propriétaire, sans que le résultat obtenu pour chacun ne puisse être inférieur à cinquante euros (50€).

Le taux de la taxe est multiplié par trois lorsque le panneau se présente sous la forme d'un dispositif tri-vision, sous la forme d'un dispositif en trois dimensions, sous la forme d'un support lumineux et sous la forme d'un écran analogique ou numérique permettant le défilement d'images et/ou de messages successifs ou servant de support à une animation.

**Article 5**

La taxe est perçue par voie de rôle. La taxe est due pour le trimestre entier quel que soit

le mois de placement ou d'enlèvement du panneau. Toute augmentation de la superficie ou modification de texte d'un panneau existant doit être notifiée à l'administration communale dans les quinze jours.

Il en est de même pour toute réduction apportée aux dimensions d'un panneau ou son retrait pur et simple.

Le rôle de la taxe est dressé par le Collège des Bourgmestre et Echevins trimestriellement

### **Article 6**

Le Collège des Bourgmestre et Echevins fait procéder trimestriellement au recensement des éléments taxables sur base des constatations établies sur place par un agent communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

## **Juridische dienst**

### **Wijziging aan het belasting Reglement op de vaste panelen**

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dat Wetboek ;

Gezien het verslag aan het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLIST :

- Om het Belasting Reglement op de vaste panelen te wijzigen ;

#### **Artikel 1 :**

Er wordt vanaf **1 januari 2019 en dit tot 31 december 2025** , ten voordele van de Gemeente Oudergem, een belasting geheven op ieder gewoon vast paneel dat in het algemeen een boodschap van één of andere aard voor het publiek vertoont.

Onder "vast paneel in het algemeen" moet verstaan worden elk middel in eender welk materiaal, zelfklevend, vaandel en andere installatie in het algemeen alsook lichtgevende dragers en analoge of digitale schermen ongeacht de gebruikte technologie.

#### **Artikel 2 :**

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door de adverteerder van de boodschap die op het of de panelen staat, door de uitbater van het of de panelen en door de persoon die toestemming geeft tot het plaatsen van een paneel op het gebouw dat hij bezet of waarvan hij eigenaar is.

#### **Artikel 3 :**

Zijn vrijgesteld van de belasting:

1. de panelen toebehorend aan de publiekrechtelijke rechtspersonen, aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut om het sociaal doel van algemeen belang na te streven
2. de panelen, affiches en de andere installaties opgelegd aan het publiek door een wettelijke of reglementaire bepaling voor zover dat de boodschap en zijn opmaak in de perken blijven van wat wettelijk of reglementair opgelegd is
- 3. de reclame-inrichtingen die tot hoofddoel de financiering hebben van een door de wetgever erkende openbare dienst en die zich bevinden in de openbare ruimte of**

**zichtbaar zijn van de openbare ruimte en die het onderwerp zijn van een specifiek belastingreglement.**

**Artikel 4:**

De belasting wordt vastgesteld per vierkante meter of gedeelte van een vierkante meter tegen vijfenzeventig euro (75 €) per vierkante meter voor drie maanden. Indien het paneel een verschillende oppervlakte heeft dan m<sup>2</sup>, wordt het paneel verhoudingsgewijs belast.

Nochtans mag het minimum bedrag ervan niet kleiner zijn dan vijftig euro (50€) voor een termijn van drie maanden.

In het geval of verschillende adverteerders of eigenaren op een zelfde paneel staan, wordt de berekening van de belasting door elk adverteerder of eigenaar evenredig verdeeld, zodat het resultaat verkregen voor iedereen kan niet kleiner zijn dan vijftig euro (50€).

Het tarief van de belasting wordt met drie vermenigvuldigd wanneer het paneel de mogelijkheid heeft drie affiches te tonen, onder de vorm van een driedimensionale installatie of wanneer het dient als steun voor een animatie.

Het tarief van de belasting wordt met drie vermenigvuldigd wanneer het paneel de vorm heeft van een drie-visie-inrichting, een driedimensionale inrichting, een lichtdrager en een analoog of digitaal scherm die toelaten beelden en/of berichten te tonen die na elkaar over het scherm rollen of dienen ter ondersteuning van animatie.

**Artikel 5 :**

De belasting wordt geïnd per inkohiering. De belasting is verschuldigd voor het volledig kwartaal, ongeacht de maand van plaatsing of wegneming van het paneel. Elke vergroting van de oppervlakte of wijziging van de tekst van een paneel moet bekendgemaakt worden aan het gemeentebestuur binnen de vijftien dagen. Hetzelfde geldt voor elke vermindering van de grootte van een paneel of de algehele wegneming ervan.

De inkohiering van de belasting wordt elk trimester uitgevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen.

**Artikel 6 :**

Het College van Burgemeester en Schepenen zal driemaandelijks overgaan tot een telling van de belastbare elementen op basis van de vaststellingen ter plaatse door een gemeentebeambte.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

---

20.12.2018/A/0020 **Service Juridique**

**Renouvellement du Règlement taxe sur les immeubles ayant une affectation de bureaux**

LE CONSEIL,

Vu la loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1er ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3,4,6 à 9bis du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu le rapport au Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE :

- de renouveler le Règlement-taxe sur les immeubles ayant une affectation de bureaux ;

### **Article 1**

Il est établi, à partir du 1er janvier 2019 et ce jusqu'au 31 décembre 2025, une taxe annuelle sur les immeubles ayant une affectation de bureaux.

L'affectation peut résulter d'une utilisation effective des immeubles à des fins de bureaux ou, à défaut d'une telle utilisation, du permis d'urbanisme. La taxe a pour base la surface brute de plancher hors sol des immeubles. Par « surface brute de plancher hors sol », on entend la totalité des planchers mis à couvert à l'exclusion des locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parcage, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs des façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escalier et ascenseurs.

Est considéré comme utilisé effectivement à des fins de « bureaux », le local affecté :

- soit aux travaux de gestion ou d'administration d'une entreprise industrielle, commerciale ou agricole, ou d'un service public;
- soit à l'activité d'une profession libérale, d'une charge ou d'un office ou d'une occupation lucrative à l'exclusion des professions médicales ou paramédicales ;
- soit aux activités des entreprises de service intellectuel, en ce compris les activités de production de biens immatériels c'est-à-dire les activités de conception et/ou de production de biens immatériels fondées sur un processus intellectuel ou de communication ou liées à la société de la connaissance (production de biens audiovisuels, de logiciels, studios d'enregistrement, formation professionnelle spécialisée, service pré-press, call centers,...) ou encore relevant des technologies de l'environnement.

### **Article 2**

Le taux est fixé par an à SEIZE euros (16,00 €) par m<sup>2</sup>. Ce taux est établi sur la base du nombre effectif de mois d'affectation à des bureaux, tout mois entamé comptant toutefois en entier.

Lorsque la surface imposable est effectivement utilisée à des fins de bureaux et qu'elle est couverte par un permis d'urbanisme autorisant l'affectation, à des fins de bureaux, le taux de la taxe est réduit à neuf euros (9,00 €) par m<sup>2</sup> et par an. Ce taux réduit est établi sur la base du nombre effectif de mois d'utilisation, tout mois entamé comptant toutefois en entier au taux de SEIZE euros (16,00 €) par m<sup>2</sup> au prorata de la surface considérée.

### **Article 3**

La taxe est due par le propriétaire des immeubles ayant une affectation de bureaux.

En cas d'emphytéose ou de superficie, la taxe est due solidairement par le tréfoncier et, respectivement, par l'emphytéote et le superficiaire. En cas d'usufruit, la taxe est due solidairement par le nu-propriétaire et l'usufruitier. En cas de location, la taxe est due solidairement par le propriétaire et le locataire.

### **Article 4**

Sont exonérés de la taxe :

- a) les propriétaires ayant le statut de personne de droit public ou d'organisme de droit public et à la condition expresse d'utiliser eux-mêmes les surfaces de bureaux;
- b) les établissements d'enseignement subventionnés par les Communautés pour les surfaces de bureaux qu'ils utilisent;
- c) Les premiers 75 mètres carrés de la surface de bureaux, sauf si le bureau créé supprime une unité de logements.

### **Article 5**



L'administration communale envoie au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'Administration Communale, au plus tard le 15 janvier qui suit l'exercice concerné.

La déclaration vaut jusqu'à révocation. En cas de modification de la situation imposable, une nouvelle déclaration devra être établie spontanément par le contribuable dans un délai de dix jours prenant cours le jour de la modification.

#### **Article 6**

A défaut de déclaration dans les délais ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, le redevable sera imposé d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer. Le défaut de déclaration ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, sont punis d'une majoration égale à cette taxe et, en cas de récidive dans l'année, d'une majoration égale au double de cette taxe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

#### **Vernieuwing van het belasting Reglement op de gebouwen bestemd voor kantoren**

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dat Wetboek ;

Gezien het verslag aan het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLIST :

- Om het Belasting Reglement op de gebouwen bestemd voor kantoren te vernieuwen ;

#### **Artikel 1**

Er wordt, vanaf de 1ste januari 2019 tot 31 december 2025, een jaarlijkse belasting gevestigd op de gebouwen bestemd voor kantoren.

De bestemming kan voortvloeien uit een effectief gebruik van de gebouwen als kantoren van de gebouwen of, bij gebrek van dit gebruik, van de stedenbouwkundige vergunning.

De belasting heeft als basis de bruto bovengrondse vloeroppervlakte van de gebouwen. Onder "bruto bovengrondse vloeroppervlakte" wordt verstaan, het totaal van de bedekte vloeren met uitsluiting van de lokalen die zich onder de grond bevinden en bestemd zijn voor het parkeren, als kelders, voor de technische uitrustingen en als opslagplaatsen. De afmetingen van de vloeren zijn gemeten tussen de buitenkanten van de muurgevels; de vloeren worden verondersteld doorlopend te zijn, zonder rekening te houden met een onderbreking door wanden, binnenmuren, kokers, trappenhuisen en liften.

Wordt geacht als effectief gebruikt als "kantoren", het lokaal bestemd:

- ofwel voor beheers- of bestuurswerken van een industrieel-, commercieel- of landbouwbedrijf of een openbare dienst;

- ofwel voor de activiteit van een vrij beroep, van een ambt of een dienst of een winstgevend bezetting met uitsluiting van geneeskundige of paramedische beroepen ;

- ofwel voor de activiteiten van de bedrijven van intellectuele diensten, inbegrepen de activiteiten van productie van immateriële goederen zoals de conceptieactiviteiten en/of de productie van immateriële goederen die berusten op een intellectueel of een communicatieproces of gebonden aan de maatschappij van de kennis (productie van audiovisuele goederen, van software, opnamestudio's, gespecialiseerde professionele vormingen, voorafgaande pers dienst, call centers,...) of behoren aan de technologieën inzake leefmilieu.

### **Artikel 2**

De aanslagvoet is vastgesteld op ZESTIEN euro (16,00 €) per jaar per vierkante meter. De belasting wordt gevestigd op basis van de effectieve maanden van bestemming van het goed, waarbij iedere begonnen maand als volledig wordt aangerekend.

Wanneer de belastbare oppervlakte effectief is gebruikt voor kantoren en deze gedekt is door een stedenbouwkundige vergunning die de bestemming toelaat als kantoor, is de aanslagvoet verminderd tot negen euro (9,00 €) per vierkante meter en per jaar. Deze verminderde aanslagvoet wordt gevestigd op basis van de effectieve maanden van ingebruikname, waarbij iedere begonnen maand als volledig wordt aangerekend met de aanslagvoet van ZESTIEN euro (16,00 €) per vierkante meter naar evenredigheid van de beschouwde oppervlakte.

### **Artikel 3**

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van de gebouwen bestemd voor kantoren.

In geval van erfpacht of van opstal, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de opstalgever en respectievelijk door de erfpachter en de opstalhouder. In geval van vruchtgebruik, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de blote eigenaar en de vruchtgebruiker. In geval van huur, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de eigenaar en de huurder

### **Artikel 4**

Zijn vrijgesteld van de belasting:

- a) de eigenaars die het statuut hebben van publiekrechtelijke persoon of publiekrechtelijke organisme, op uitdrukkelijke voorwaarde dat ze zelf de kantooroppervlakten bezetten;
- b) de onderwijsinstellingen die betoelaagd worden door de gemeenschappen voor de kantooroppervlakten die ze bezetten;
- c) De eerste 75 vierkante meters van de kantooroppervlakte met uitzondering van het kantoor die een woningseenheid afschaft.

### **Artikel 5**

Het gemeentebestuur stuurt naar de belastingplichtige een aangifteformulier dat degelijk ingevuld en ondertekend moet teruggezonden worden, binnen de termijn van een maand ingaande op de datum van verzending.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontving wordt verondersteld dit formulier bij het gemeentebestuur aan te vragen, ten laatste op de 15de januari die volgt op het betreffende dienstjaar.

De verklaring geldt tot herroeping. In geval van wijziging van de belastbare situatie dient spontaan een nieuwe aangifte te gebeuren door de belastingplichtige binnen een termijn van tien dagen in voege tredend op de dag van de wijziging.

### **Artikel 6**

Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur kan beschikken. Bij gebrek aan aangifte of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, wordt de ambsthalve ingekohierde belasting verhoogd met een bedrag ter hoogte van het bedrag

van de ambsthalve ingekohierde belastingen en, in geval van herhaling binnen het jaar, met een bedrag ter hoogte van het dubbele van de ambsthalve ingekohierde belasting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

---

20.12.2018/A/0021 **Service Juridique**

### **Règlement taxe sur les commerces de nuit, les entreprises de télécommunications**

LE CONSEIL,

Vu la loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1er ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3,4,6 à 9bis du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu le rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

- De modifier comme suit le Règlement-taxe sur les commerces de nuit et les entreprises de télécommunications :

#### **Article 1**

Il est établi, à partir du 1er janvier 2019 et ce jusqu'au 31 décembre 2025, une taxe d'ouverture et une taxe annuelle sur les magasins de nuit et sur les entreprises qui ont, pour activité principale, la mise à disposition contre rétribution des appareils de télécommunications.

#### **Article 2**

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- magasin de nuit : un magasin qui met à la consommation des produits après 21 heures ;

- entreprise de télécommunication : toute personne qui met à disposition tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radiations non ionisantes, signalisation optique ou autre système, en ce compris l'ordinateur connecté à Internet.

#### **Article 3**

Le taux d'imposition de la taxe d'ouverture est fixé à 6.000 euros et redevable à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'un magasin de nuit et d'une entreprise de télécommunication. La taxe d'ouverture est une taxe unique.

Le taux d'imposition de la taxe annuelle est fixé à 4.000,00 euros par magasin de nuit et par entreprise mettant à disposition des appareils de télécommunications contre rétribution. La taxe est augmentée à 4.500,00 euros pour les redevables soumis au règlement de police relatif aux magasins de nuit et aux bureaux privés pour les télécommunications qui demeurent exploités nonobstant le défaut d'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins.

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues pour la totalité de l'année civile, nonobstant la cessation de l'activité économique.

La taxe annuelle débute l'année suivant l'enrôlement de la taxe d'ouverture ou à défaut à partir de l'application du présent règlement de taxe.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

La taxe est perçue par voie de rôle.

#### **Article 4**

L'impôt est redevable de façon solidaire et indivisible par le propriétaire de l'immeuble où sont exploités le magasin ou l'entreprise de télécommunication et par l'exploitant du magasin ou de l'entreprise.

#### **Article 5**

Le contribuable est tenu de déclarer toute ouverture ou exploitation d'un magasin de nuit et d'une entreprise de télécommunication.

L'administration communale envoie au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'Administration Communale, au plus tard le 15 janvier qui suit l'exercice concerné.

La déclaration vaut jusqu'à révocation. En cas de modification, une nouvelle déclaration devra être établie spontanément par le contribuable dans un délai de dix jours prenant cours le jour de la modification.

#### **Article 6**

A défaut de déclaration dans les délais ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, le redevable sera imposé d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer. Le défaut de déclaration ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, sont punis d'une majoration égale à cette taxe et, en cas de récidive dans l'année, d'une majoration égale au double de cette taxe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

#### **Juridische dienst**

#### **Belastingreglement op nachtwinkels en telecommunicatiebedrijven**

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dat Wetboek ;

Gezien het verslag aan het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLIST :

Om de volgende wijzigingen aan het Belasting Reglement op de nachtwinkels en de telecommunicatiebedrijven goed te keuren :

#### **Artikel 1**

Er wordt, vanaf 1ste januari 2019 tot en met 31 december 2025, een openingsbelasting en een jaarlijkse belasting vastgelegd op de nachtwinkels en de bedrijven, wiens hoofdactiviteit erin bestaat tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikking stellen.

#### **Artikel 2**

Voor de toepassing van het huidige reglement, moet er het volgende verstaan worden onder:

- Nachtwinkel: een winkel dat ter consumptie producten zet na 21 uur;
- telecommunicatiebedrijf: elke persoon dat elk toestel dat overdracht toelaat, het uitzenden of ontvangen van tekens, signalen, geschriften, beelden, geluiden of andere

gegevens van welke aard ook, per draad, radiogolven, optische signalisatie en andere elektromagnetische systemen dit inbegrepen de computer die aangesloten is aan internet ter beschikking zet.

### **Artikel 3**

De aanslagvoet van de openingsbelasting is vastgesteld op 6.000 euro's en verschuldigd bij elke opening van een nieuwe handelsactiviteit van een nachtwinkel of een bedrijf die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stelt. Elke wijziging van uitbater is gelijkgesteld met een nieuwe handelsactiviteit. De openingsbelasting is een éénmalige belasting.

De aanslagvoet van de jaarlijkse belasting is vastgesteld op 4.000,00 euro's per nachtwinkel en per bedrijf dat telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stelt.

De belasting is vermeerderd tot 4.500,00 euro's voor de belastingplichtigen onderworpen aan het politiereglement betreffende de nachtwinkels en de privé-kantoren voor de telecommunicatie die uitgbaat blijven desondanks het gebrek van toelating van het College van Burgemeester en Schepenen.

De openingsbelasting en de jaarlijkse belasting zijn verschuldigd voor het hele burgerlijk jaar, ongeacht de stopzetting van de economische activiteit.

De jaarlijkse belasting gaat in volgend op het jaar van de inkohiering van de openingsbelasting of bij gebreke vanaf de inwerkingtreding van huidig belastingsreglement.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting gedaan voor welke reden dan ook.

De belasting wordt ingevorderd door inkohiering.

### **Artikel 4**

De belasting is solidair en ondeelbaar verschuldigd door de eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan en de eigenaar van het pand waar de economische activiteit wordt gehouden.

### **Artikel 5**

De belastingplichtige is ertoe gehouden voorafgaandelijk aan elke economische activiteit aangifte hiervan te doen bij de gemeentelijke overheid.

Het gemeentebestuur stuurt naar de belastingplichtige een verklaringsformulier dat deze binnen een termijn van één maand na het zenden dient ingevuld en ondertekend terug te sturen.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontving wordt verondersteld dit formulier bij het gemeentebestuur aan te vragen, ten laatste de 15de januari die volgt op het betreffende dienstjaar.

De verklaring geldt tot herroeping. In geval van wijziging dient een nieuwe aangifte, op eigen initiatief, te gebeuren binnen de tien dagen vanaf de wijziging.

### **Artikel 6**

Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur kan beschikken. Bij gebrek aan aangifte of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, wordt de ambsthalve ingekohierde belasting verhoogd met een bedrag ter hoogte van het bedrag van de ambsthalve ingekohierde belastingen en, in geval van herhaling binnen het jaar, met een bedrag ter hoogte van het dubbele van de ambsthalve ingekohierde belasting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

**Règlement-taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux**

LE CONSEIL,

Vu la loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3,4,6 à 9bis du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu le rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

De l'adoption d'un Règlement-taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux.

Article 1

Il est établi à partir du 1er janvier 2019 et ce jusqu'au 31 décembre 2025, une taxe sur chaque agence de paris aux courses de chevaux, établie ou à établir sur le territoire de la commune. Sont seules taxables, les agences habilitées à prendre des paris sur des courses se déroulant à l'étranger.

Article 2

Le montant de la taxe est fixé par mois à soixante deux euros (62 €) par agence de paris aux courses de chevaux.

Article 3

La taxe est due solidairement par :

- la personne qui accepte les mises, enjeux ou paris, soit pour son compte personnel soit à titre intermédiaire;
- la personne pour le compte de laquelle un intermédiaire (gérant, préposé, tenancier, etc.) accepte les mises, enjeux ou paris;
- les personnes qui mettent des locaux à la disposition des joueurs.

Article 4

En cas de fermeture de l'agence, quelle qu'en soit la raison, la taxe cesse d'être due à partir du mois suivant.

En cas de mutation dans l'exploitation de l'établissement, le bénéfice de la taxe payée est acquis au nouvel exploitant, celui-ci est tenu solidairement au paiement de la taxe au même titre que son prédécesseur.

Article 5

Les personnes tombant sous l'application de la taxe sont tenues d'en faire la déclaration par écrit à l'Administration Communale dans les cinq jours de leur installation.

A défaut de déclaration dans les délais ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, le redevable sera imposé d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

**Madame Vanessa Rigodanzo (PS) motive son vote négatif:**

*Alors que la majorité n'hésite pas à augmenter le taux d'une série de taxes, elle s'abstient en revanche de procéder à une augmentation de la taxe due par les agences de paris aux courses de chevaux, alors qu'il s'agit d'établissements réalisant leurs bénéfices au détriment de la population. Cette taxe est restée inchangée depuis plus de 18 ans (voyez le règlement-taxe n° 13.09.2001/A/032). La taxe pourrait à tout le moins être indexée sur la base de l'indice des prix à la consommation. La justification*

*de la majorité selon laquelle elle évite de toucher aux montants des taxes lorsque celles-ci ne sont pas contestées n'est pas pertinente.*

26 votants : 22 votes positifs, 2 votes négatifs, 2 abstentions.

*Non : Vanessa Rigodanzo, Nathalie Wyns.*

*Abstentions : Jeremy Van Gorp, Martine Maelschalck.*

---

## **Juridische dienst**

### **Belasting-Reglement op de agentschappen van weddenschap op paardenwedrennen**

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikelen 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dat Wetboek ;

Gezien het verslag aan het College van Burgemeester en Schepenen ;

**BESLIST :**

De aanneming van een Belasting-Reglement op de agentschappen van weddenschap op paardenwedrennen.

#### Artikel 1

Vanaf 1 januari 2019 tot 31 december 2025, wordt er een belasting geheven op ieder agentschap van weddenschappen op paardenwedrennen gevestigd of te vestigen op het grondgebied van de Gemeente. Zijn enkel betreft de agentschappen die erkend zijn tot het aannemen van weddenschappen die in het buitenland plaats vinden.

#### Artikel 2

De belasting bedraagt tweeënzestig euro (62 €) per maand en per agentschap van weddenschap op paardenwedrennen.

#### Artikel 3

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door :

- de persoon die de inleggen, inzetten of weddenschappen aanneemt hetzij voor eigen rekening, hetzij als tussenpersoon;
- de persoon voor wiens rekening een tussenpersoon (beheerder, aangestelde, houder, enz...) de inleggen, inzetten of weddenschappen aanneemt;
- de personen die lokalen ter beschikking van de spelers stellen.

#### Artikel 4

Ingeval van sluiting van een agentschap om gelijk welke reden, is de belasting niet meer verschuldigd vanaf de daarop volgende maand. Ingeval van verandering in de uitbating van de inrichting komt de betaalde belasting ten gunste van de nieuwe uitbater.

Deze is ten zelfder titel solidair verantwoordelijk met zijn voorganger voor de betaling van de belasting.

#### Artikel 5

De personen welke onder de toepassing der belasting vallen, zijn verplicht een schriftelijke verklaring te doen aan het Gemeentebestuur en dit binnen de vijf dagen van hun vestiging. Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur kan beschikken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

**Mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS) rechtvaardigt haar tegenstem:**

*Hoewel de meerderheid niet aarzelt om het tarief van een reeks belastingen te verhogen, ziet zij af van het verhogen van de belasting die verschuldigd is door wedkantoren op paardenrennen, terwijl dit instellingen zijn die winst maken ten nadele van de bevolking. Deze belasting is al meer dan achttien jaar lang ongewijzigd gebleven (zie fiscale regeling nr. 13.09.2001/A/032). De belasting zou op zijn minst geïndexeerd kunnen worden op basis van de consumptieprijnsindex. De motivering van de meerderheid dat ze liever niet raakt aan belastingbedragen wanneer die niet worden aangevochten, is niet relevant.*

26 stemmers : 22 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

*Nee : Vanessa Rigodanzo, Nathalie Wyns.*

*Onthoudingen : Jeremy Van Gorp, Martine Maelschalck.*

---

20.12.2018/A/0023 **Recette**

**International Protestant Church of Brussels - Exercice 2019 - Budget**

Le Conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'International Protestant Church of Brussels et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le budget de l'exercice 2019 tel qu'il a été arrêté par son Conseil d'Administration le 25 août 2018 ;

Attendu que ledit budget pour l'exercice 2019 se présente en équilibre avec 70.890,46 € en recettes et en dépenses, avec une intervention communale de 45.890,46 € à répartir sur les communes d'Auderghem, de Watermael-Boitsfort et d'Uccle respectivement à hauteur de 23,26 % (10.674,12 €), de 18,13 % (8.319,94 €) et de 58,61% (26.896,40 €).

Considérant que la commune d'Auderghem refuse de prendre en charge, même partiellement, un budget enregistrant une dépense ordinaire de 25.000,00 € pour changement de pasteur, dépense couvrant les frais de déplacement du pasteur, de son épouse et de ses biens personnels aux Etats-Unis, ainsi que les frais de déménagement de son remplaçant des Etats-Unis en Belgique ;

Décide

d'aviser défavorablement le budget de l'exercice 2019 de la fabrique de l'International Protestant Church of Brussels.

La présente délibération, en quintuple, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président chargé de la tutelle sur les Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

**Ontvangerij**

**International Protestant Church of Brussels - Dienstjaar 2019 - Begroting**

De Raad

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten ;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de International



Protestant Church of Brussels en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de begroting 2019 van deze instelling op 25 augustus 2018;

Gezien de begroting voor het dienstjaar 2019 zich in evenwicht voorstel met 70.890,46 € in ontvangsten en in uitgaven, met een gemeentelijke tussenkomst van 45.890,46 €. De tussenkomst tussen Oudergem, Watermaal-Bosvoorde en Ukkel moet verdeeld worden - respectievelijk 23,26 % (10.674,12 €), 18,13 % (8.319,94 €) en 58,61 % (26.896,40 €).

Overwegende dat de gemeente Oudergem weigert om zich te belasten, zelfs gedeeltelijk, met de gewone uitgave van 25.000,00 €, voor de verandering van de pastoor. Deze uitgave dekt de kosten voor de overplaatsing van de pastoor, zijn vrouw en zijn persoonlijke bezittingen in de Verenigde Staten, alsook de verhuis van zijn plaatsvervanger van de Verenigde Staten naar België;

Beslist

een ongunstig advies uit te brengen in verband met de begroting van het dienstjaar 2019 van de International Protestant Church of Brussels.

Onderhavige beraadslaging in vijf exemplaren, zal overgemaakt worden aan De Heer Minister President belast met het toezicht op de lokale besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

---

20.12.2018/A/0024 **Recette**

**Produit de la succession DEPOLLIER - Redistribution pour l'année 2018.**

Le conseil

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Revu sa délibération du 9 novembre 1990 acceptant la succession de Monsieur Raymond DEPOLLIER, sous réserve d'inventaire ;

Attendu que Monsieur DEPOLLIER léguait tous ses biens, par testament olographe, pour les bonnes œuvres de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide

de redistribuer la somme 12.522,70 €,- aux œuvres bénéficiaires comme suit :

Conseil de l'action sociale et des solidarités (espace numérique destinée aux personnes âgées):	1500 €
Opération en faveur de la jeunesse :	1372,70 €
Classes de Neige Ecoles :	8000 €
Jeugdhuis VZW :	600 €
Den Dam :	500 €
vzw Zonïenzorg	550 €

La présente délibération, en triple exemplaire, sera adressée à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

**Ontvangerij****Herverdeling van de opbrengst van de nalatenschap DEPOLLIER – dienstjaar 2018.**

De raad

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald het artikel 117;

Herzien zijn beraadslaging van 9 november 1990, waarbij de nalatenschap van de heer Raymond DEPOLLIER werd aanvaard onder voorbehoud van boedelbeschrijving;

Overwegende dat de Heer DEPOLLIER door zijn eigenhandig geschreven wilsbeschikking zijn eigendom nalaat aan de gemeente ten behoeve van goede werken;

Op voorstel van het Kollege van Burgemeester en Schepenen ;

beslist

Het bedrag van 12.522,70 € als volgt te verdelen onder de begunstigde instellingen :

Raad voor Maatschappelijke actie en solidariteit (openbare computer ruimte voor zestigplussers):	1500 €
Acties ten bate van de jeugd :	1372, 70 €
Sneeuwklassen :	8000 €
Jeugdhuis VZW :	600 €
Den Dam :	500 €
Zonïenzorg vzw	550 €

Onderhavige beraadslaging, in drievoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

---

**20.12.2018/A/0025 Recette****Contribution de la commune à la zone de police - exercice 2019**

Le Conseil

Vu l'article 71 de la loi du 7 décembre 1998, organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE

de marquer son accord sur la prévision à l'article 33002/43501 du budget ordinaire de 2019, la somme de 6.731.994,35€ représentant la contribution communale dans le subside de fonctionnement octroyé à la zone de police pour l'exercice 2019 ainsi que la prévision à l'article 33003/43501 d'une inscription de 197.168,41€ ce qui correspond à 49% des charges d'emprunt pour le nouveau commissariat pour l'exercice 2019.

La présente délibération, en triple exemplaire, sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 24 votes positifs, 2 abstentions.

*Abstentions : Vanessa Rigodanzo, Nathalie Wyns.*

---

## Ontvangerij

### Gemeentelijke bijdrage in de politiezone - dienstjaar 2019

De Raad

Gelet op artikel 71 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

akkoord te gaan met de voorziening van een som van 6.731.994,35€ op artikel 33002/43501 van de gewone begroting 2019 als gemeentelijke bijdrage voor de werkingstoelage voor de politiezone voor 2019 evenals de voorziening van 197.168,41€ op artikel 33003/43501 die overeenkomt met 49% van de leningslasten voor het nieuwe politiesecretariaat voor 2019.

Onderhavige beraadslaging, in drievoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 24 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

*Onthoudingen : Vanessa Rigodanzo, Nathalie Wyns.*

---

20.12.2018/A/0026 **Recette**

### **Budget communal - Exercice 2019- Approbation provisoire**

Le Conseil

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 117, 241, 255 et 259;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la Tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 13-15 § 1;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 en vue de l'élaboration des budgets des communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exercice 2019;

Vu que le rapport prescrit par l'article 96 de la Nouvelle Loi communale a été fait avant le vote du budget;

DECIDE

d'approuver provisoirement le budget communal pour l'exercice 2019 ainsi que les annexes.

La présente délibération, en quintuple, sera adressée à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

**Madame Vanessa Rigodanzo (PS) motive son abstention :**

*L'article 242bis de la Nouvelle Loi communale dispose que le 1<sup>er</sup> et le 4<sup>e</sup> budgets de la législature sont accompagnés d'un **plan triennal** élaboré par le collège et qui comprend une note d'orientation et un plan de gestion.*

*En l'espèce, le budget communal 2019 – le 1<sup>er</sup> de la législature 2018-2024 – n'est accompagné par aucun de ces documents.*

*En l'absence de ces documents, il est impossible de prendre connaissance des projets*

*de la majorité DEFI – ECOLO qui seront réalisés en 2019 et par conséquent d'approuver valablement et en connaissance de cause le budget communal 2019. On rappellera que le « plan triennal traduit un souci de transparence dans le débat démocratique » et que « le collège doit remettre ce plan triennal au conseil communal et permettre ainsi la tenue d'un débat démocratique au sein de cette assemblée » (Doc. parl., Parl. Rég. Brux.-Cap., 2008-2009, A-512/2, pp. 44 et 45).*

*L'affirmation selon laquelle la majorité s'incline devant une décision de la Conférence des bourgmestres n'est pas pertinente. On n'aperçoit pas comment la décision de cet organe politique pourrait mettre en échec l'application d'une disposition légale. Au surplus, force est de constater que les autres communes bruxelloises n'ont pas procédé de la même manière : elles ont tantôt renvoyé l'adoption du budget 2019 au début de l'année 2019 (en fonctionnant éventuellement avec des 12<sup>e</sup> provisoires) soit ont eu une première présentation budgétaire 2019 mais avec une approbation en 2019. Dans ces cas de figure, il n'y a pas de violation de l'article 242bis dès lors qu'il n'y a pas de dissociation entre le budget et le plan triennal.*

26 votants : 22 votes positifs, 1 vote négatif, 3 abstentions.

*Non : Jeremy Van Gorp.*

*Abstentions : Vanessa Rigodanzo, Nathalie Wyns, Martine Maelschalck.*

---

## **Ontvangerij**

### **Gemeentebegroting - dienstjaar 2019- Voorlopige goedkeuring**

De Raad

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en meer bepaald artikelen 117, 241, 255 en 259;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende de regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 betreffende het opstellen van de begrotingen 2018 van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet dat het bij artikel 96 van de Nieuwe Gemeentewet voorgeschreven verslag, voor de stemming over de begroting opgemaakt werd;

**BESLIST:**

De gemeentebegroting voor het dienstjaar 2019 en zijn bijlagen voorlopig goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, in vijfvoud, overgemaakt worden aan de Heer Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

**Mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS) geeft toelichting bij de reden waarom zij zich onthoudt bij de stemming:**

*Artikel 242bis van de Nieuwe Gemeentewet bepaalt dat de eerste en de vierde begroting van de legislatuur vergezeld worden door een driejaarlijks plan dat is opgesteld door het college en dat een oriëntatienota en een beheersplan bevat.*

*In dit geval is er bij de gemeentebegroting 2019 - de eerste van de legislatuur 2018-2024 - geen enkel van deze documenten gevoegd.*

*Bij gebrek aan deze documenten is het onmogelijk om kennis te nemen van de projecten van de meerderheid DEFI-ECOLO die in 2019 zullen worden uitgevoerd en dus om de gemeentelijke begroting 2019 geldig en met volledige kennis van zaken goed te keuren. Er wordt aan herinnerd dat het "driejaarlijkse plan een uiting is van een streven naar transparantie in het democratisch debat" en dat "het college dit driejaarlijkse plan moet voorleggen aan de gemeenteraad en zo een democratisch debat binnen deze vergadering mogelijk moet maken" (Parl. Doc., Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, 2008-2009, A-512/2, p. 44 en 45).*

*De bewering dat de meerderheid zich neerlegt bij een besluit van de Conferentie van Burgemeesters is niet*

*relevant. Het is niet duidelijk hoe het besluit van deze politieke instelling de toepassing van een wettelijke bepaling zou kunnen verijdelten. Bovendien moet worden opgemerkt dat de andere Brusselse gemeenten niet op dezelfde manier te werk zijn gegaan: ze hebben de goedkeuring van de begroting 2019 soms uitgesteld tot begin 2019 (waarbij ze eventueel werken met voorlopige twaalfden), of hadden een eerste begrotingsvoorstelling in 2019, maar met goedkeuring in 2019. In deze gevallen is er geen sprake van een schending van artikel 242bis aangezien er geen loskoppeling bestaat tussen de begroting en het driejaarlijkse plan.*

26 stemmers : 22 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 3 onthoudingen.

*Nee : Jeremy Van Gorp.*

*Onthoudingen : Vanessa Rigodanzo, Nathalie Wyns, Martine Maelschalck.*

---

## 20.12.2018/A/0027 **Rémunérations**

### **Octroi d'une allocation de fin d'année pour 2018.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 27 novembre 2008, référence 27.11.2008/A/010, portant « augmentation du montant de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année de 111 € en 2008, 2009 et 2010 » ;

Vu l'arrête royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certaines titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public ;

Vu l'arrêté royal du 3 décembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public ;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 2000 fixant la prime de fin d'année des Bourgmestres et Echevins ;

Vu la loi du 5 juin 2004 modifiant la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 2008 remplaçant, pour le personnel de certains services publics, l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public ;

Vu le protocole d'accord portant « Octroi d'une allocation de fin d'année pour 2018 au profit des mandataires, des titulaires d'un grade légal et des autres membres du personnel » ;

Vu les articles 19 § 1<sup>er</sup> bis, 145 et 148 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

D'accorder une allocation de fin d'année pour 2018 aux mandataires, aux titulaires d'un grade légal et aux autres membres du personnel.

La partie forfaitaire de l'allocation s'élève, pour 2018, à 761,2474 €;

La partie variable est de 2,5 % de la rémunération annuelle brute ayant servi de base au calcul de la rémunération due au bénéficiaire pour le mois d'octobre 2018.

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

---

## **Bezoldigingen**

### **Toekenning voor 2018 van een eindejaarstoelage.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 27 november 2008, refert 27.11.2008/A/010, houdende « verhoging van het bedrag van het forfaitaire gedeelte van de eindejaarstoelage met 111 € in 2008, 2009 en 2010 »;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 december 1987 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 2000 tot vaststelling van de eindejaarspremie van de Burgemeesters en Schepenen;

Gelet op de wet van 5 juni 2004 tot wijziging van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 2008 tot vervanging, voor het personeel van sommige overheidsdiensten, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt;

Gelet op de akkoordovereenkomst houdende “Toekenning voor 2018 van een eindejaarstoelage ten bate van de mandatarissen, de titularissen van een wettelijke graad en de andere leden van het gemeentepersoneel;

Gelet op de artikelen 19 § 1<sup>ste</sup> bis, 145 en 148 van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST :**

Een eindejaarstoelage toe te kennen voor 2018 aan de mandatarissen, de titularissen van een wettelijke graad en aan de andere personeelsleden;

Het onveranderlijk deel van de toelage wordt, voor 2018, op 761,2474 € vastgesteld;

Het veranderlijk deel bedraagt 2,5 % van de jaarlijkse brutobezoldiging die tot grondslag diende voor de berekening van de bezoldiging van de gerechtigde voor de maand oktober 2018.

Onderhavige beraadslaging, zal, in dubbel, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

---

20.12.2018/A/0028 **Secrétariat**

**Point complémentaire introduit par Madame Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160)**

Madame la Bourgmestre ff, Mesdames et Messieurs les Echevins, Monsieur le Président,

Chers collègues,

Lors de la précédente législature, les conseils communaux mensuels se tenaient toujours le dernier jeudi du mois à 20 heures, cette tradition étant respectée. Nous avons d’ailleurs reçu l’agenda lors du conseil communal du 13 décembre dernier.

Ce mois-ci, les conseils communaux des 6, 13 et 20 décembre ont débuté/débutera à 19 heures, pour des raisons organisationnelles, semble-t-il, vu notamment la procédure des votes qui allonge les séances.

Vu le changement de législature et donc le renouvellement d’une partie des conseillers

communaux, pourrions-nous procéder à un vote relatif à l'heure de début des conseils communaux ?

Les heures suivantes pourraient être proposées :

- 19 heures
- 19 heures 30
- 20 heures.

Ceci me semble être un processus démocratique évident.

Chacun étant libre dès lors de voter pour l'horaire qui lui convient le mieux et la réponse remportant le plus de suffrages, l'emporterait bien entendu.

Merci de votre réponse.

Nathalie Wyns

Conseillère communale pour la Liste Citoyenne 1160

**Un vote est demandé.**

**Un amendement est déposé et soumis au vote :**

**- l'heure usuelle du Conseil communal est 20 h ;**

**- un usage fixe à 19 h les séances ayant des objets susceptibles d'appeler de longues procédures ou débats comme les élections au conseil de police ou au conseil de l'action sociale ou le budget.**

**Pour l'avenir, il n'y aura en 2019 de séances du Conseil à 19 h qu'en janvier pour l'élection au Conseil de l'action sociale et en décembre pour le budget 2020.**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 25 votes positifs, 1 vote négatif.

*Non : Nathalie Wyns.*

---

## **Secretariaat**

### **Bijkomend punt ingediend door mevrouw Nathalie Wyns (Liste Citoyenne 1160)**

Geachte mevrouw de waarnemend burgemeester, geachte dames en heren schepenen, geachte heer voorzitter,

Geachte collega's,

Tijdens de vorige legislatuur vonden de maandelijkse vergaderingen van de gemeenteraad steeds plaats op de laatste donderdag van de maand om 20.00 uur, zoals de traditie het wilde. Op de jongste vergadering van de gemeenteraad, op 13 december ll., hebben we overigens de agenda al ontvangen.

Deze maand vonden/vinden de vergaderingen van de gemeenteraad, op 6, 13 en 20 december, telkens plaats om 19.00 uur; blijkbaar is dat om organisatorische redenen, meer bepaald rekening gehouden met de stemprocedure waardoor de vergaderingen langer duren.

Daar er een nieuwe legislatuur van start gaat en een deel van de gemeenteraadsleden werd vervangen, zou ik willen vragen of we kunnen stemmen over het aanvangsuur van de vergaderingen van de gemeenteraad.

De volgende tijdstippen behoren tot de mogelijkheden:

- 19.00 uur
- 19.30 uur

- 20.00 uur

Dit lijkt me een voor de hand liggend democratisch proces.

Zo kan iedereen stemmen voor het tijdstip dat hem of haar het best past en natuurlijk zullen de vergaderingen dan beginnen op het uur dat de meeste stemmen krijgt.

Alvast bedankt voor uw antwoord.

Nathalie Wyns

Gemeenteraadslid voor Liste Citoyenne 1160

**Er wordt gevraagd om tot stemming over te gaan.**

**Er wordt een amendement ingediend en overgelegd voor stemming:**

**- gewoonlijk beginnen de vergaderingen van de gemeenteraad om 20.00 uur;**

**- het gebruik schrijft voor dat de vergaderingen om 19.00 uur beginnen wanneer er op de agenda punten staan die aanleiding kunnen geven tot lange procedures of debatten, zoals de verkiezingen voor de politieraad of de raad voor maatschappelijk welzijn of ook de begroting.**

**In 2019 zal de raad enkel in januari om 19.00 uur bijeenkomen voor de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn, en daarna ook in december in verband met de begroting voor 2020.**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 25 positieve stemmen, 1 negatieve stem.

*Nee : Nathalie Wyns.*

---

20.12.2018/A/0029 **Secrétariat**

**Question orale de Madame Vanessa Rigodanzo (PS) - Interview donnée par l'Echevine de l'enseignement dans le journal de l'Association de parents**

Madame la Bourgmestre,

Monsieur le Président,

Madame l'Echevine,

Chers collègues,

Hier soir, dans le cartable de ma fille, j'ai trouvé le document joint en annexe. Il s'agit d'une publication de l'association des parents d'élèves de l'école Pré des agneaux reproduisant une interview de Madame l'Echevine de l'Enseignement.

Nous avons droit à une photo de sa campagne électorale, des mentions sur sa vie personnelle et surtout à un éloge politique pour son parti. Il n'est pas fait mention de la majorité mais chaque fois du parti Ecolo-Groen. Nous sommes bien loin du respect des règles en matière de "communications gouvernementales".

Je comprends le fait que les nouveaux échevins fassent le tour de leurs services - ici en l'occurrence des écoles communales -, rencontrent les acteurs de terrain et écoutent leurs doléances. Si je ne peux que me réjouir que les parents soient enfin écoutés, je ne peux accepter cette manière de procéder. Même novices dans leurs compétences, les nouveaux échevins désignés sont tous des politiques aguerris par une solide présence au conseil communal, Madame l'Echevine de l'Enseignement y compris. Elle ne pouvait donc ignorer qu'une interview politique distribuée à l'ensemble des enfants dépasse de loin les règles de neutralité qui s'imposent au sein de nos établissements scolaires.



Bref, je ne vous cache mon étonnement quant à cette tribune politique distribuée dans les écoles communales. Par conséquent, je souhaite que nous abordions ce point lors du Conseil de jeudi et, plus particulièrement, les contours de la publicité de l'action des membres du Collège. Cela me paraît d'autant plus important que, comme vous ne l'ignorez pas, nous sommes dans un entre-deux électoral et les tentations seront sans doute encore grandes pour les membres du Collège de se servir de tout moyen détourné pour faire leur publicité électorale.

Bonne journée,

Vanessa Rigodanzo

• **Réponse de Madame Elise Willame, Echevine**

Tout d'abord, je voudrais relever le fait que votre question met en lumière l'importance que cette majorité, à travers moi, veut accorder aux demandes et besoins des parents des enfants qui fréquentent nos centres scolaires. C'est important. Je vous en remercie et c'est un point sur lequel, j'en suis sûre, nous nous retrouverons tous, majorité et opposition.

Merci aussi de saluer la nouvelle démarche que j'ai engagée avec chacune des écoles, comme d'autres de mes collègues dans leurs nouvelles fonctions.

J'aimerais maintenant en revenir aux faits :

Début décembre, les membres de l'association de parents du Centre Scolaire du Pré des Agneaux m'ont contacté afin de rédiger un article et leur permettre ainsi de me présenter ainsi que les projets et enjeux en matière d'enseignement auxquels la future majorité sera confrontée.

Cette interview a été donnée le 4/12, donc avant même l'installation officielle et la prestation de serment de chacun des membres du collège, et ce pour des raisons d'agenda liées à la publication de l'association des parents.

Je vous rejoins sur le fait que l'article mentionnait assez peu la démarche collective quant aux enjeux liés aux écoles. Je tiens donc à vous assurer de l'importance que j'accorde au travail d'équipe et donc à celui de notre majorité. D'ailleurs à l'occasion de votre question orale de la semaine dernière portant sur les tableaux interactifs dans les écoles, j'ai pu mettre en évidence les investissements faits et prévus par la majorité.

Pour conclure, même si j'entends vos remarques et vos craintes sur la mise en danger du principe de neutralité dans nos écoles communales, je peux vous assurer qu'elles sont totalement non fondées.

Notre action commune en tant que majorité soucieuse du bien commun et des règles constitutionnelles en vigueur vous le démontrera au fil des mois et des années bien mieux que l'effet malheureux de cette collision d'agenda avant même la mise en place officielle de la majorité et la réponse que j'apporte aujourd'hui à votre question.

Je suis convaincue que pour vous comme pour nous tous dans ce Conseil, le contenu de l'article et donc les défis auxquels sont et seront confrontées nos écoles demain ainsi que le soutien que nous souhaitons apporter aux équipes éducatives restent les grandes priorités.

Je ne doute pas que nous y reviendrons régulièrement.

Le Conseil prend acte.

---

**Secretariaat**

**Mondelinge vraag van mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS) - Interview gegeven door de schepen van Onderwijs in het blad van de oudervereniging**

Geachte mevrouw de burgemeester,  
Geachte heer voorzitter,  
Geachte mevrouw de schepen,  
Geachte collega's,

Gisteren vond ik in de boekentas van mijn dochter het document dat ik aan dit schrijven hecht. Het gaat om een publicatie van de oudervereniging van de leerlingen van de school Pré des Agneaux; daarin wordt een interview met de schepen van Onderwijs overgenomen.

Bij het interview staat een foto van haar verkiezingscampagne en we krijgen informatie over haar privéleven maar vooral ook politieke lof voor haar partij. Er staat niets over de meerderheid, wel telkens over de partij Ecolo-Groen. Hier wordt ver afgeweken van de naleving van de regels inzake "overheidscommunicatie".

Ik begrijp dat de nieuwe schepenen langsgaan bij hun diensten - in dit geval de gemeentescholen -, de actoren ontmoeten die op het terrein werken en luisteren naar hun klachten. Het stemt me blij dat er eindelijk naar de ouders wordt geluisterd, maar ik kan deze manier van handelen niet aanvaarden. Hoewel ze geen ervaring hebben met hun nieuwe bevoegdheden, zijn alle schepenen die onlangs werden benoemd stuk voor stuk ervaren politici daar ze al vele jaren zetelen in de gemeenteraad, en dat geldt ook voor mevrouw de schepen van Onderwijs. Ze kon er dus niet onwetend van zijn dat een politiek interview dat alle kinderen meekrijgen de neutraliteitsregels die binnen onze scholen dienen te worden nagekomen ver overstijgt.

Kortom, ik steek mijn verbazing niet weg over het feit dat dergelijke politieke propaganda wordt verdeeld via de gemeentescholen. Ik zou dan ook graag hebben dat dit punt donderdag ter sprake komt tijdens de zitting van de raad, inzonderheid de grenzen van de ruchtbaarheid die wordt gegeven aan acties van de leden van het college. Dit lijkt me des te belangrijker nu we ons, zoals u zelf ook weet, bevinden in een periode tussen twee verkiezingen en de verleidingen de komende maanden wellicht groot zullen zijn voor de leden van het college om zich te bedienen van welk afgeleid middel ook om propaganda te voeren in de aanloop naar de verkiezingen.

Fijne dag verder,  
Vanessa Rigodanzo

#### • **Antwoord van mevrouw Elise Willame, schepen**

Om te beginnen wens ik op te merken dat u met uw vraag de schijnwerpers richt op het belang dat deze meerderheid, via mijzelf, wenst te hechten aan de vragen en de behoeften van de ouders van de kinderen die school lopen in onze schoolcentra. Dat is belangrijk. Ik dank u daarvoor en ik weet zeker dat het om een punt gaat waarover wij allen, meerderheid en oppositie, het eens kunnen worden.

Tevens dank ik u voor het feit dat u waardering heeft voor mijn initiatief om contact te leggen met elke school, zoals ook andere van mijn collega's doen in het kader van hun nieuwe functies.

Ik kom nu graag tot de concrete feiten:

Begin december hebben de leden van de oudervereniging van het scholencentrum Pré des Agneaux contact met mij opgenomen; ze wilden een artikel schrijven om mij voor te stellen als nieuwe schepen en ook om de projecten en uitdagingen op het vlak van onderwijs te schetsen waarmee de nieuwe meerderheid te maken zal krijgen.

Dit interview werd afgenomen op 4/12, i.e. nog vóór de officiële installatie en eedaflegging van elk lid van het college, om redenen van agenda in verband met de publicatie van de oudervereniging.

Ik ben het met u eens dat er in het artikel weinig sprake was van de collectieve aanpak van de uitdagingen waarmee de scholen worden geconfronteerd. Ik wil u dan ook

geruststellen met betrekking tot het belang dat ik hecht aan teamwerk en dus aan het werk van onze meerderheid. Bovendien kon ik ter gelegenheid van uw mondelinge vraag van vorige week over de interactieve borden in de scholen de aandacht vestigen op de investeringen die de meerderheid al heeft gedaan en die ze nog heeft gepland.

Tot besluit kan ik stellen dat ik kennis heb genomen van uw opmerkingen en uw bezorgdheid over het feit dat het neutraliteitsbeginsel in onze gemeentescholen gevaar loopt; ik kan u echter verzekeren dat die volkomen ongegrond zijn.

Tijdens de komende maanden en jaren zult u daarvan het bewijs krijgen als gevolg van ons gezamenlijk handelen als meerderheid die aandacht heeft voor het gemeenschappelijk goed en de geldende grondwettelijke regels, veel beter dan de ongelukkige samenloop van agenda nog vóór de officiële installatie van de meerderheid en het antwoord dat ik u vandaag op uw vraag kan geven.

Ik ben ervan overtuigd dat de inhoud van het bewuste artikel en de uitdagingen waarmee onze scholen morgen te maken (zullen) krijgen, alsook de ondersteuning die wij wensen te bieden aan de pedagogische teams, voor u en voor ons allen in de raad de grote prioriteiten blijven.

Ik twijfel er niet aan dat we daar regelmatig zullen op terugkomen.

De Raad neemt akte.

Levée de la séance à 21:00  
Opheffing van de zitting om 21:00

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs